

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LÉNINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 49
JEUDI 26 FÉVRIER 1970

Considérant sans doute « *France-Soir* » comme un journal officiel de l'Etat, le ministre de l'intérieur lui a accordé le 24 février une interview ressemblant à un texte de loi, destinée à justifier le déblocage de crédits permettant de payer 6.000 policiers de plus. Marcellin n'en est pas à son coup d'essai : politicien au service des intérêts de classe de la bourgeoisie, il a déjà présenté en librairie un de ses discours à l'Assemblée nationale sous le titre « *L'ordre public et les groupes révolutionnaires* ». L'ancien chef de cabinet de Jules Moch a coutume de se considérer lui-même comme investi d'une autorité qui le placerait au-dessus des lois bourgeoises violées chaque jour davantage par les fonctionnaires de son ministère, ainsi que l'a démontré dans un récent article du « *Monde* » Maître Henri Leclerc, Président du Comité national contre la répression. C'est tout juste si Marcellin ne dicte pas sa volonté aux magistrats auxquels, implicitement, il reproche de ne pas agir dans un sens répressif avec autant de diligence et de fermeté que ses propres services. Ils se présente en quelque sorte comme le grand « *Défenseur* » de la République, des « *Libertés* » et de la « *tolérance* ». Quelle outrecuidance ! A le lire et sachant ce qu'il ordonne à ses subordonnés, il est clair qu'il rêve d'un pouvoir plus ouvertement fasciste, comme son ami Chalandon.

MAIS QUE DEFEND DONC LE PREMIER FLIC DE FRANCE ?

Il défend le capitalisme.

Il défend une société en voie de décomposition, dont le fondement réside dans ces deux pôles : le profit individuel pour une minorité d'exploiteurs, l'exploitation et l'oppression pour l'immense majorité du peuple.

Cette société, Chaban nous la proclame « *nouvelle* », alors qu'elle porte la responsabilité de crimes innombrables contre les travailleurs depuis plus d'un siècle et demi. Elle a fait couler des flots de sang innocent en France comme dans le monde, pour préserver et perpétuer les intérêts de ses banquiers, de ses gros patrons industriels, de ses hobe-reaux. Oui, cette société est bien celle des buveurs de sang, l'image des travailleurs de Nancy n'est pas du tout exagérée !

D'ailleurs, qu'on en juge : dans les deux derniers mois, le système capitaliste a assassiné à Aubervilliers cinq ouvriers immigrés, seize mineurs de fond à Fouquières-les-Lens, des dizaines de touristes à Val-d'Isère où le souci du profit avait prévalu sur celui de la sécurité. Des jeunes gens ont été torturés par certains policiers (affaire Colin), des soldats du contingent ont été emprisonnés à la suite de leurs protestations contre les conditions inhumaines du service militaire, etc... etc...

Cette société est aussi celle de la putréfaction morale sur tous les plans. Elle est responsable du fait que certains jeunes s'empoisonnent avec la drogue. En Chine ou en Albanie, on ignore totalement un tel fléau. La bourgeoisie française développe aussi la pornographie, le « *tout-Paris* » foisonne de pédérastes ou de lesbiennes, elle s'efforce de vicier tout ce qu'il y a de naturel et élevé dans l'amour. Cette société paye des femmes pour qu'elles se dévêtissent en public, dans des salles spécialisées, où on les présente comme de vulgaires animaux ; cette société protège la prostitution en en faisant une profession lucrative consacrant la déchéance de la femme-objet.

Mais le capitalisme français est pris à la gorge par la crise générale née de ses propres contradictions. Aussi tente-t-il par tous les moyens de solutionner ses difficultés sur le dos des masses qui travaillent. Le gouvernement organise donc la hausse du coût de la vie, des transports, des loyers, de l'alimentation, il prône la duperie des « *contrats de progrès* », etc...

Cette société pourrissante a conduit l'Université à son irréversible faillite, à sa pagaille délibérée. Elle exproprie les paysans travailleurs pour maintenir les bénéfices des plus grands exploitants agricoles liés aux banques et au marché commun. Elle

(Suite page 2).



A L'ACTION !

pour imposer la libération des marxistes-léninistes emprisonnés !

ÉDITORIAL (Suite de la page 1)

favorise la ruine totale des petits artisans et commerçants en soutenant les magasins géants montés par les rusts. Elle livre aux monopoles cosmopolites, américains et ouest-allemands des biens produits par le travail et la sueur des ouvriers français et immigrés. Elle s'efforce de lier plus étroitement sa survie à celle des deux super-grands, U.S.A. et U.R.S.S., impérialisme américain et social-impérialisme soviétique, en envoyant négocier ses ministres à Moscou, son président de la République à Washington. Elle manœuvre pour conserver ses intérêts dans les pétroles du Proche-Orient. Elle place à la tête de ses anciennes colonies d'Afrique Noire des officiers formés dans ses propres écoles, chargés de protéger ses intérêts néo-colonialistes.

Cette société condamnée par l'histoire est telle que des hommes jeunes ou vieux en viennent à se suicider par le feu tant le désespoir les écrase.

La « République » que vous défendez, Monsieur le Ministre distributeur d'interviews et de menaces, c'est la République des monopoles capitalistes, la liberté dont vous parlez c'est celle des « buveurs de sang » du peuple, la tolérance que vous invoquez c'est celle de vos matraques !

LA FASCISATION

Certes nous n'en sommes pas encore au fascisme, qui est « la dictature terroriste des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier » (Dimitrov).

Mais depuis juin 1968, se poursuit un processus de fascisation que nous n'avons cessé de dénoncer et contre lequel nous appelons les plus larges masses à l'offensive.

La « fascisation », c'est une succession de mesures de caractère fasciste, mais qui laissent subsister, formellement, les apparences de la démocratie bourgeoise. Elle intervient lorsque la puissance de l'Etat capitaliste monopolise s'affaiblit, lorsque l'état de démocratie bourgeoise ne parvient plus à contenir la montée révolutionnaire, lorsque la bourgeoisie n'a plus d'autre recours que de violer sa propre légalité pour défendre ses intérêts de classe menacés par la colère du peuple et par les organisations de lutte que ce dernier sait se donner lui-même.

Le Bêtar, organisation sioniste digne de Podieux « Judenrat » qui collabora avec les nazis, les bandes armées d'Ordre nouveau et des résidus d'Occident (qui prétendent avec insolence tenir le pavé parisien le 26 février mais trouveront la riposte des antifascistes), les graffitis anti-sémistes d'Aix-en-Provence, les ratonnades d'étudiants, les licenciements crapuleux dans les usines, la violence réactionnaire organisée par les C.D.R. et autres S.A.C. de flics et de corde, voici autant de manifestations concrètes des efforts de la bourgeoisie pour créer une base d'action et de masse indispensable au fascisme jusqu'ici tenu en échec. Une partie des hommes du gouvernement et du parlement ont opté depuis longtemps déjà pour le recours au fascisme.

LA MONTEE DES LUTTES

Mais quelle est par ailleurs la situation dans le pays ?

La montée des luttes est générale, mais inégale, d'une classe à l'autre, d'un secteur à l'autre, d'une région à l'autre.

Il y a des grèves, des combats ouvriers exemplaires, des prises de position, des initiatives très positives qui annoncent que les travailleurs s'acheminent vers un bond qualitatif dans la forme et la tactique des luttes. Les ouvriers de Jeudy-Schirmeck à Strasbourg, les cheminots de Lille-Délivrance et de bien d'autres régions, les métallos de certaines usines de la banlieue parisienne, de Nantes, de Saint-Nazaire et nombre d'autres travailleurs à travers la France entière témoignent, par leurs actions, par leurs positions, de ce processus historique.

A l'Université, les luttes sont plus avancées, plus généralisées, plus radicales. Les marxistes-léninistes y tiennent souvent un rôle dirigeant. Dans les lycées, la situation atteint aussi un niveau élevé de combativité contre le capitalisme.

Ce bilan, qui mériterait d'être détaillé bien entendu, est positif. Mais il n'autorise pas encore des jugements prématurés sur l'imminence d'une nouvelle grande vague révolutionnaire. Il justifie par contre que toutes les forces marxistes-léninistes passent résolument et partout à l'offensive, se plaçant un pas en avant des masses mais pas davantage, ni restant à la remorque des masses, dans les usines, dans les facultés et les lycées, dans les campagnes.

TANT QUE LE REVISIONNISME NE SERA PAS BATTU, RIEN NE SERA DECISIF

Le frein dont se sert habilement la bourgeoisie, c'est la politique de collaboration de classe des dirigeants révisionnistes du Parti communiste français et de la C.G.T. Que l'activité de sape du mou-

vement ouvrier et étudiant indigne, révolte de plus en plus les militants et les masses, qu'elle contribue à des prises de conscience chaque jour plus nombreuses, c'est une réalité. Mais nous n'en sommes pas encore au grand changement qualitatif qui permettra de balayer le révisionnisme. Quand les dirigeants de la C.G.T. ordonnent aux grévistes de l'Electricité de France de « rétablir le courant » avant la fin de leur grève, ils sont encore suivis. Quand Massabiaux, visiblement poussé par Séguy, ordonne la reprise du travail aux cheminots en grève dans toute la France, il obtient encore satisfaction en dépit des efforts méritoires de quelques centres décidés à une lutte de classe conséquente et donc plus longue, (Avignon, Nice, etc...).

Ainsi, malgré des résultats qui ne manquent pas d'inquiéter et la bourgeoisie et ses agents spéciaux au sein de la classe ouvrière, les dirigeants révisionnistes, il serait absolument fou de confondre nos désirs avec les réalités objectives actuelles. Nous sommes dans une période d'agitation, de montée des luttes, mais nous ne sommes nullement dans une période où l'on puisse envisager un prompt développement victorieux de la révolution prolétarienne en France.

Pour que nous arrivions à une telle situation, il y a encore énormément à faire ; il suffit de relire attentivement les conseils de stratégie et tactique révolutionnaires donnés en 1920 par Lénine dans « La maladie infantile du communisme » pour discerner aussitôt, avec sérieux et sans se laisser prendre au piège du subjectivisme, que nous avons encore un long chemin à parcourir. En particulier celui qui consiste à nous lier plus profondément avec la classe ouvrière et avec les masses laborieuses, pour qu'elles reconnaissent dans les marxistes-léninistes leur avant-garde dirigeante.

Les progrès de l'influence du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Tsé-toung n'en sont pas moins une réalité objective, que les attaques de Marcellin soulignent avec éclat.

Notre hebdomadaire connaît une progression régulière de sa diffusion, bien que chaque dimanche ses vendeurs soient victimes d'agressions ou d'arrestations illégales. La conférence nationale des cheminots, animée par des militants marxistes-léninistes a été un succès relatif de la juste ligne de front uni anti-monopoliste.

Les relations entre les marxistes-léninistes de notre pays et les partis frères de Chine et d'Albanie, manifestées par la solidarité et le soutien actif de leurs organes d'information (presse et radio) constituent un élément de progrès très important.

Les manifestations organisées à Paris contre la hausse des tarifs du métro, les meetings tenus en province sur le thème « Palestine vaincra » (Marseille : 1.000 participants), les actions des étudiants en grève (Lyon, Nice, Aix-en-Provence, Rennes, Pau, etc...), la solidarité active avec les travailleurs immigrés (Paris, Marseille, Lyon, etc...), le développement des comités de base dans les usines, la multiplication des comités de front uni, le renforcement des liens dans l'action avec les paysans de l'ouest, la haute tenue de nos camarades face à la répression des tribunaux (Tours), voici autant d'actions où les marxistes-léninistes remportent des succès, et aussi font l'expérience pratique d'insuffisances souvent liées à une crise de croissance.

Tout cela manifeste un processus de progrès que nul ne peut contester.

Au surplus la justesse de notre analyse sur le plan stratégique nous permet d'éviter de graves erreurs sur le plan tactique. Nous savons que la révolution prolétarienne en France n'interviendra qu'en même temps ou après l'effondrement du révisionnisme. Aussi ne sommes-nous pas des adeptes des théories spontanées. En marxistes-léninistes conséquents nous réproprons le terrorisme individuel des anarchistes, même dissimulé sous un drapeau rouge au lieu d'un drapeau noir. Nous réproprons aussi les Kommandos de style guévariste qui, se présentant comme « maoïstes », donnent aux masses une idée fautive et néfaste de la pensée Mao Tsé-toung.

Mais réproprer ces théories et les actions qui en découlent ne signifie pas que nous tenions pour des ennemis de classe les étudiants et jeunes ouvriers qui s'en font les représentants. Nous les considérons simplement comme des militants dans l'erreur et ne permettons aucun amalgame entre eux et nous.

Aussi recommandons nous à tous nos camarades de ne pas céder à l'impatience petite-bourgeoise et de s'organiser sous le signe d'une juste et indispensable discipline prolétarienne.

Et bien entendu nous condamnons avec davantage de rigueur encore la trahison idéologique et politique des révisionnistes qui ne sont rien d'autre, aujourd'hui comme du temps de Lénine, que des contre-révolutionnaires. Sans la classe ouvrière, rien ne sera possible, ni décisif. Notre tâche prioritaire, pour permettre la lutte finale contre le

capitalisme, consiste aujourd'hui comme hier à arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne. Cela ne se réalise, ne se réalisera pas du jour au lendemain et nécessite de longs et persévérants efforts.

C'est pourquoi, n'en déplaise à Marcellin qui en a récupéré l'expression lancée par les dirigeants révisionnistes, nous ne sommes pas des « gauchistes » (au sens de Lénine). Ce que nous sommes est sans nul doute beaucoup plus inquiétant pour la bourgeoisie : nous sommes des révolutionnaires, patients et conséquents, s'efforçant de lutter aussi bien contre les déviations de droite que contre celles de gauche (même si les dernières peuvent nous paraître moins graves à l'heure actuelle).

LES LEÇONS DE MARCELLIN

Cette analyse sommaire de la situation, ce rappel concret de ce que nous sommes et de ce que nous voulons expliquent que la répression, une fois de plus, nous frappe les premiers. En dépit des apparences — et des actions spectaculaires mais isolées des masses — de certains groupes, ce sont les marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge qui inquiètent le plus le pouvoir. Des perquisitions et interpellations tout à fait arbitraires ont été pratiquées dans trente villes contre des dizaines de militants marxistes-léninistes. De plus ces mesures répondent aux appels incessants des dirigeants révisionnistes, qui supplient le pouvoir de les débarasser de ces « pro-chinois » qui les empêchent de poursuivre leur sale travail en toute impunité. En agissant ainsi, la bourgeoisie, incapable de satisfaire les justes exigences des masses, tente une diversion et une vaine intimidation. Tout cela signifie que les révolutionnaires doivent avoir pour règle permanente et intangible de ne nourrir aucune illusion tant au sujet de la bourgeoisie que de révisionnistes, dont la collaboration active s'est encore révélée avec l'émission de télévision « A armes égales » ofrant à Duclos la même tribune publique que Michel Debré, ministre de la défense nationale. Je voudrais souligner à ce sujet, à titre autocritique, que ce fut une erreur sérieuse, susceptible de créer le trouble parmi nos camarades, que de solliciter l'intervention du Conseil d'Etat dans une lettre adressée le 6 mai 1969 au Président de la République par intérim pour obtenir le retour à la légalité du Parti marxiste-léniniste de France illégalement dissous le 12 juin 1968. Solliciter d'une bourgeoisie qui ne cesse de violer sa propre légalité qu'elle décide d'y revenir en faveur d'un Parti révolutionnaire constituait plus qu'une naïveté, mais une concession grave à une ligne opportuniste de droite. L'appel au légalisme en régime capitaliste ne peut conduire qu'à des conceptions de collaboration de classe, donc à une ligne néo-révionniste. Aussi doit-il être combattu comme tel avec rigueur. Marcellin nous est en la matière un bon professeur et son activité actuelle est une claire réponse aux illusions qu'auraient pu entretenir cette déplorable lettre.

Par ailleurs l'attitude du ministre de l'intérieur qui décréterait volontiers le vote obligatoire au nom du sacro-sain respect de l'ordre républicain, nous prouve, si besoin en était encore, que l'électoratisme est bien une arme efficace au service de la bourgeoisie. Aussi, sans la moindre hésitation, boycotterons-nous les prochaines élections cantonales que les dirigeants révisionnistes préparent déjà avec ardeur pour duper une fois de plus la classe ouvrière.

Lors de récentes opérations de police, dans certains cas, de nombreux flics se sont plaints devant nos militants du travail qui leur était imposé, alors qu'ils se considéraient investis de fonctions les destinant à pourchasser les voleurs, les « droits communs ». Même si cela pouvait paraître sincère, il convient de se méfier de tels propos, dont le but doit être considéré par principe comme de nature à faire bavarder l'interpellé pour mieux pouvoir l'inculper ensuite. Un policier doit toujours rester pour un révolutionnaire le représentant d'un organisme de répression et nulle illusion ne peut et ne doit subsister à cet égard.

Dans d'autres cas, le pouvoir a chargé ses flics d'insinuations et de recherches véritablement crapuleuses. A Marseille, un militant qui a participé à la récente délégation en République populaire de Chine, a été perquisitionné par un policier d'un grade assez important appartenant au service de la répression du banditisme et spécialisé dans les affaires de drogue. Raison invoquée ou tout au moins suggérée par ce policier : « l'intéressé a transité par Karachi lors de son retour en France, par conséquent il est suspecté de faire du trafic de drogue ! »

Cette crapulerie est à rapprocher d'une autre provocation montée de toute évidence par la police pour essayer de justifier aux yeux de l'opinion publique son action arbitraire. Un « Kommando » aurait lancé un cocktail Molotov dans un commissariat parisien... et, comme par hasard, on aurait retrouvé sur les lieux un exemplaire de « l'Humanité Rouge » !

(Suite page 3).

A PROPOS DES ARRESTATIONS DES MARXISTES-LÉNINISTES :

LE MANS

LE MANS, le 22 février.

Six militants du Mans, de l'Humanité Rouge, ont été arrêtés mercredi 2 à 6 heures du matin à leur domicile et 4 sur leur lieu de travail. (Un camarade était au C.F.P.A. de Nantes) sur mandat d'amener du procureur de la République d'Angers. Des perquisitions ont été faites en même temps chez ces camarades.

Trois d'entre eux ont été relâchés dans les 24 heures, les autres ont été transférés à Paris samedi matin puis inculpés de reconstitution de ligue dissoute et mis au secret à la Santé.

Les réactions ont été d'abord syndicales — un délégué C.F.D.T. du bureau où travaille un des camarades a été demander des explications au commissariat.

— une délégation de l'U.N.E.F. s'est également rendue au commissariat ;

— une délégation d'enseignants de tous les lycées a été reçue à la préfecture.

Toutes ces démarches se sont heurtées à une mur de silence en ce qui concerne les motifs d'inculpation soit-disant couverts par les secrets de l'instruction.

Plus importantes sont les grèves qui ont éclaté sur les lieux de travail des camarades :

— Au lycée technique où notre camarade Patrick Bernier a été arrêté (il y est professeur) les enseignants et les élèves se sont immédiatement mis en grève ;

— A la D.A.S. (société d'assurances) où travaille un camarade détenu le personnel a débrayé en signe de protestation et un tract a été diffusé par la section C.F.D.T. contre la répression ;

— Egalement quelques organisations dont le P.S.U. ont pris l'initiative d'organiser la lutte contre l'arrestation arbitraire de nos camarades et appellent avec les C.D.H.R. du Mans à un meeting mardi 24 ;

— Les comités de lutte lycéen lancent un mot d'ordre de grève pour le lundi 23 ;

— Bien que cette action soit bien au-dessous de l'ensemble de la lutte, il faut signaler que des pétitions circulent sur les différents établissements où travaillent les camarades.

Les marxistes-léninistes ont développé dans cette circonstance une li-

gne de Front Uni contre la répression. Remarquons que ce Front Uni se réalise à la base regroupant des militants de toutes tendances sur la base de lutte contre :

— les décrets fascistes ;

— la montée des forces de répression ;

— l'atteinte aux libertés individuelles d'opinion et d'expression ;

— les calomnies et les mensonges de l'information bourgeoise. (Le journal local, Maine Libre, amalgamait dans son gros titre : les camarades arrêtés, les cocktails molotov découverts à Bordeaux et les commissariats plastiqués).

Signalons l'attitude des dirigeants du P.C.F. : En voyant samedi 21 les militants Humanité Rouge vendre leur journal sur un marché du Mans : « On les rentre par une porte, on les sort par l'autre », déclare un vieux dirigeant révisionniste ancien député. Un autre déclare dans une salle de professeur : « pendant ce temps là ce sont les élèves qui en souffrent » (car ils n'ont plus de prof, allusion au camarade du lycée technique).

Le P.C.F. et la C.G.T. ont refusé de discuter de la répression policière avec les groupes dits « gauchistes », à plus forte raison de populariser la lutte.

Mais nous pensons qu'ils en seront pour leur frais car les militants de base se rendront compte dans l'action que seul un front uni à la base de tous ceux qui sont menacés peut faire échec au régime des flics.

Ces arrestations qui frappent nos camarades de l'Humanité Rouge porte à son comble notre haine pour ce régime d'oppression qui ne respecte même pas ses propres lois (voir le délai de garde à vue).

Nos camarades payent les premiers le prix de leur lutte contre ce régime qui avance vers le fascisme. D'autres risquent de les suivre, ces arrestations frappent l'ensemble du mouvement révolutionnaire c'est pourquoi la lutte pour la libération de nos camarades doit s'étendre partout.

Nous vous tiendrons au courant du développement des luttes au Mans.

LIBEREZ PATRICK BERNIER, ANDRE MARIE ET ALAIN FILOU victimes d'une société d'exploitation et de misère qui montre de plus en plus son véritable visage.

Les C.D.H.R. du Mans.

DUNKERQUE

Face à la fascisation, ne relâchons pas notre vigilance.

Ce mardi 17 février, à 6 heures du matin, l'inspecteur P.J. et un R.G. sont venus, avec mandat de perquisition de la Cour de Sureté de l'Etat, fouiller le logement d'un habitant du foyer de célibataires de Grande Synthé.

Après une rapide perquisition, celui-ci était emmené au commissariat central de Dunkerque pour interrogatoire et était gardé à vue jusqu'à 17 heures.

Les enquêteurs agissaient dans le cadre de l'enquête de la direction générale de la police judiciaire, sur la diffusion de tracts et la rédaction d'inscriptions signées PCMLF (Parti Communiste Marxiste-Léniniste) de juin 1969 à janvier 1970 Ils enquêtaient aussi sur « l'attentat » (1) commis à Lille au cinéma CINEAUC qui passait le film anti-chinois « l'Homme le plus dangereux du Monde ».

Cet événement est encore un signe de la fascisation qui s'accroît, il appelle tous les militants à renforcer leur vigilance, leur travail d'explication et leur lien avec les masses qui seront leurs meilleurs protecteurs.

correspondant H.R.

(1) Signé aussi P.C.M.L.F.

Pour la défense des camarades emprisonnés, fais circuler l'H. R. !

UNE LETTRE...

Chers camarades,

Il m'est particulièrement pénible de ne pouvoir être parmi vous en ces jours de lutte. On vous a sans doute appris que j'étais sous le coup d'un mandat d'arrêt. J'ai pris la décision de refuser de me soumettre à l'arbitraire de la répression. Ceci demande de ma part un certain nombre d'explications

Sachez, camarades, que la mesure qui me frappe n'est pas un cas isolé : mercredi des dizaines de perquisitions suivies d'arrestations ont été opérées chez des militants marxistes-léninistes à Paris, Lyon, Marseille, Tours, Nice, Aix-en-Provence, Montpellier, Bordeaux, Pau et dans d'autres villes. Pourquoi ces arrestations ? Le prétexte invoqué par le ministre-flic Marcellin, c'est que nous avons reconstitué un parti dissous par le décret du 12 juin 1968 : le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France. Il faut que vous sachiez que ce décret a été pris en application d'une loi de 1936 sur les ligues fascistes. Et quel était notre crime ? C'était d'avoir participé au grand mouvement de révolte de notre peuple contre l'odieux système d'oppression, de chômage et de misère que nous impose le capitalisme, c'était de l'avoir soutenu de toutes nos forces.

La répression s'abat sur nous parce que nous sommes accusés d'avoir attenté à l'ordre républicain. C'est vrai, Mr. Marcellin nous ne voulons pas de votre république ; C'est la république des milliardaires, c'est la république du profit, de l'exploitation éhontée de tout le peuple travailleur ; c'est cette république qui enlève leurs terres aux paysans pauvres, qui réduit au chômage des centaines d'intellectuels comme nous, c'est cette république qui assassine les travailleurs en les faisant mourir de froid dans les bidonvilles d'Aubervilliers ; c'est cette république qui est responsable de la mort des 17 mineurs de Lens tués parce que les consignes de sécurité n'étaient pas respectées.

Nous sommes poursuivis aujourd'hui parce que nous avons osé dire crûment la vérité aux masses sur votre odieux régime, MM. Pompidou, Chaban et Cie.

Nous avons expliqué aux masses que vous ne lâcherez jamais le pouvoir de votre plein gré. Que vous n'hésitez pas à emprisonner comme vous le faites aujourd'hui et lorsqu'il ne sera plus possible de conserver votre pouvoir par d'autres moyens à monter un coup d'Etat fasciste.

Nous avons dit aux masses qu'elles devaient être prêtes à répondre à votre violence réactionnaire par la violence révolutionnaire et c'est pour cela, aujourd'hui, que vous nous emprisonnez.

Camarades, nombreux de nos militants ont été arrêtés au moment même où se déroule en France un mouvement de grève universitaire et scolaire de grande ampleur. En attaquant nos camarades étudiants, qui s'étaient montrés dans cette grève les actifs défenseurs des revendications des masses c'est à la grève elle-même que le pouvoir s'en prend. A Nice c'est le président de l'U.N.E.F. qui a été arrêté.

Camarades, au nom de tous mes camarades aujourd'hui réduits au silence je fais appel à votre solidarité militante afin que soient libérés tous les militants emprisonnés, afin que cessent immédiatement toutes les poursuites.

A BAS LA REPRESSION !
A BAS LA FASCISATION !

Abonnez-VOUS...	Nom	abonnement ordinaire :
	Prénom	20 F pour 6 mois
	Adresse	40 F par an
	abonnement de soutien :
		40 pour 6 mois
		80 par an
		abonnement pour
		l'étranger (par avion) :
		120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

EDITORIAL

(Suite de la page 2)

Ce sont là des crapuleries qui pour l'instant ne retiennent pas la crédulité des masses. Mais, attention, quelle provocation plus monstrueuse encore annoncent les propos de Marcellin dans « France-Soir », lorsqu'il déclare : « ... Ceux qui dirigent ces mouvements révolutionnaires antirépublicains devront tôt ou tard répondre de leurs actes devant la cour de sûreté de l'Etat. Pour l'ordre public, il vaudrait mieux que ce soit tôt. » ?

On a vu à Milan comment la police italienne, s'appuyant sur des éléments fascistes, a favorisé l'énorme et sanglante provocation des bombes dans le plus pur style hitlérien de l'incendie de Reichstag voici plus de trente cinq ans. Les marxistes-léninistes ont le devoir de décupler leur vigilance pour déjouer et démasquer toutes ces manœuvres criminelles de la bourgeoisie, qui ne reculera devant rien pour essayer de sauvegarder ses honteux privilèges de classe.

LIBEREZ LES MARXISTES-LÉNINISTES EMPRISONNES !

Jean Thiriot, ouvrier d'usine, ancien membre du Comité fédéral du P.C.F. des Vosges, ancien se-

crétaire de la section de Leimbrétout, ancien secrétaire d'union locale C.G.T., militant resté fidèle aux principes de Marx, Engels, Lénine et Staline, est en prison. Avec lui, Alain Filou, André Marie, Patrick Bernier et Bernard Rey, étudiants ou jeunes enseignants sont poursuivis devant la cour de sûreté de l'Etat capitaliste sous l'inculpation de « reconstitution de ligue dissoute », en l'occurrence le « Parti communiste marxiste-léniniste de France ».

Nous savons qu'ils vont se défendre en attaquant la société répugnante de la bourgeoisie décadente qui prétend les condamner. Ils appliqueront le principe : « La défense accuse » !

A leur action courageuse et résolue, nous devons apporter un large soutien de masse. Déjà la grève a été déclenchée dans l'établissement d'enseignement ou exerçait l'un d'entre eux au Mans. Déjà l'U.N.E.F. et le P.S.U. se sont associés, localement, à nos C.D.H.R. pour élever des protestations concrètes

« A bas l'attentisme ! » disait Dimitrov, abordant les problèmes de tactique dans la lutte contre la fascisation. Écoutons son conseil. Partout pas-

sons à l'action, sous toutes les formes utiles, pour arracher ces militants à la prison, pour imposer ensuite leur relâche ; pour élargir notre lutte contre la répression policière et contre le fascisme, passons résolument à l'offensive contre la politique d'oppression et de réaction de l'état des monopoles au service du capitalisme.

Que dans toute la France les noms des emprisonnés soient connus des plus larges masses populaires, que des comités d'action se constituent partout pour les défendre de manière active et offensive. Que des manifestations de toute sortes soient organisés immédiatement, dans des salles publiques comme dans les rues, les usines, les universités.

Le pouvoir reculera, la fascisation sera mise en échec. Nous avancerons plus vite sur le chemin combien difficile mais exaltant et radieux de la révolution prolétarienne, pour une République qui ne sera pas celle de Marcellin et des trusts, mais celle du peuple, la République populaire de France, pour l'instauration en France d'une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat.

Jacques JURQUET.



FRONT OUVRIER

Dans un précédent article, nous avons parlé de la lutte que des travailleurs immigrés ont engagé à la C.I.F.T.E. pour obtenir :

- une diminution des cadences ;
- une augmentation de 30 ctm pour tout le monde ;
- le payement de leurs jours de grève.

Ces travailleurs plus de 300 ont lutté pendant 18 jours, en faisant tous les jours, et dans chaque équipe de 3 x 8 des débrayages allant de 2 h à 7 h. Ils sont rentrés la tête haute.

— Ils ont obtenu leur 30 ctm, dans l'atelier « couleur » où les salaires étaient les plus bas, la différence a été rattrapée (44 à 55 ctm d'augmentation) ;

— l'ensemble de l'usine a eu 3 % d'augmentation ;

— les cadences ont été aménagées dans un atelier ;

— les heures de grève sont indemnisées par un don du Comité d'entreprise et un prêt du patron.

**CETTE GREVE EST UN EXEMPLE
POUR NOUS TOUS**

Seule l'action paye

A l'heure où pour les syndicats l'objectif essentiel est de négocier avec les patrons des contrats de progrès pour instituer la paix sociale et donc museler le droit de grève, où dans cette usine, comme dans toutes celles de la métallurgie lyonnaise la C.G.T. avait diffusé à la rentrée un tract sur papier glacé intitulé « Oui à la négociation », les travailleurs de la C.I.F.T.E. nous prouvent une fois de plus que SEULE L'ACTION PAYE : après une grève dans l'unité, ils obtiennent bien plus qu'après les interminables parloties entre syndicats et patrons.

Les travailleurs immigrés à la tête de la lutte

Cette grève a été menée par des travailleurs immigrés, presque uniquement. Elle apporte un démenti formel à tous ceux qui disent (et les directions syndicales sont rarement là pour les contredire) que, si dans les usines il n'y a pas de lutte, c'est la faute aux étrangers. Les camarades immigrés en butte à la répression des patrons et des flics ont continué envers et contre tout pour la satisfaction de leurs revendications. Le patron, U.D.R. de choc, qui, en Mai 68 avait installé son quartier général dans la mairie du 8^e arrondissement à deux pas de son usine (et juste à côté du commissariat) avait bien sûr ouvert largement l'usine aux flics en civil. La dernière semaine de grève plusieurs cars étaient en permanence autour de l'usine. Des travailleurs ont été emmenés au commissariat voisin : « On te relâche, si tu t'arrêtes de faire grève, sinon, pas de détail, on t'expulse ». Mais les travailleurs ne se sont pas laissés intimider, ils ont continué, ils ont resserré leurs liens entre eux.

Unis à la base, ils comptent sur eux-mêmes

Cette victoire ils la doivent à leur UNITE A LA BASE, unité qui a grandi

dans l'action contre le patron, unité qu'ils ont forgé eux et eux seuls.

Au début, ça n'a pas été facile : ils étaient tous seuls et peu nombreux. La lutte est partie de 3 ateliers, dont un « le magasin » où déjà des mouvements contre les cadences avaient eu lieu qui avaient déjà solidement uni les travailleurs. « La couleur » s'y est joint en réclamant une augmentation de salaire. Très vite, ces revendications sur les salaires et les cadences sont devenues celles de tous les grévistes. L'unité de lutte était réalisée. Mais il fallait convaincre les hésitants, gagner le reste de l'usine. Cela s'est fait avec patience et détermination. Au départ du débrayage chaque jour et dans chaque équipe, les grévistes défilent dans les ateliers : convaincre en montrant leur force, en discutant individuellement. Jusqu'à la fin ils ont su convaincre : certains ont 14 h de grève (la majorité en a entre 50 et 62 h), ils ont été gagnés à la fin mais GAGNES.

Ils se sont organisés. Tous les jours, ils se réunissaient pour faire le point : discuter de la situation : les propositions du patron, l'attitude des syndicats ; renforcer la combativité des grévistes ; décider de la durée et de l'heure du débrayage. Et cela, ils l'ont fait jusqu'au bout, même quand les syndicats sont intervenus pour s'approprier la lutte.

Car ils ne se sont pas manifestés tout de suite, les syndicats. Leur tactique commence à être bien connue : attendre, si ça se casse la gueule, c'est une belle occasion pour crier à l'aventurisme et casser du gauchiste. Et puis, une lutte menée par des immigrés, c'est pas intéressant (ils ne votent pas). Mentionnons au passage, que le délégué chef C.G.T., sioniste notoire, se vante d'aller chaque été en Israël pour « casser du boujnoul ». C'est à peine croyable, camarades, mais c'est vrai. Une lutte contre l'augmentation des cadences et pour l'augmentation des salaires, ça les concerne peu ces dirigeants C.G.T. et F.O. qui se sont laissés manœuvrer par le patron et ont accepté les postes pépères sans cadences et bien payés que le patron donne aux français pour mieux les séparer encore de leurs frères de classe immigrés. Il faut être juste : 2 délégués C.G.T. et C.F.D.T. ont mené la lutte avec leurs camarades de bout en bout mais ils sont immigrés.

Cependant le mouvement menace de durer et de s'amplifier. Alors ils tentent de dire « négocions » par personne interposée (alors que le patron se tenait dans un coit silence). Ils se font rire au nez. 300 grévistes et plus, un représentant de la direction que tous les grévistes obligent à descendre dans la cour devant eux, pour écouter leurs revendications. Ça se gâte pour eux. Alors, ils y vont, un tract mais... le 10^e jour de grève. Et on fait marcher la musique, car, si depuis longtemps, ils ont « oublié » comment organiser et déclencher une lutte, une vraie, classe contre classe, ils savent encore manier la grammaire avec des accents de lutte de classe ! Au début, ils sont bien obligés de reprendre toutes les revendications des grévistes, ils sortent même un tract presque tous les jours mais ça devient quand même pleurnichard. « La Direction C.I.F.T.E. doit NEGOCIER, que veut-elle ?

LYON :

Bilan de la grève à la C.I.F.T.E.

— *Faire des tubes électroniques* : cela veut dire négocier avec les délégués C.G.T.-C.F.D.T. afin que le travail reprenne ;

— *Continuer à dire non* : cela veut dire le désordre, l'anarchie dans l'entreprise.

(Extrait de tract C.G.T.-C.F.D.T. diffusé le 23 janvier, 15^e jour de grève). Pour montrer d'ailleurs encore mieux leur bonne volonté au patron, dès leur 2^e tract ils ne parlent plus des cadences (ça fait mal au patron, ils le savent !)

Mais ils se gardent bien d'étendre le mouvement aux ateliers où volontairement le patron regroupe et isole ces français des algériens. De plus, eux, ils ne font pas une heure de grève (sauf 2 nous l'avons dit), ils courent après le patron pour négocier la lutte, ça prend du temps, mais, le temps, ils le prennent sur leurs heures de délégation, voilà à quoi servent les prétendus acquis de Mai 68 !

Ce sont eux qui ont négocié mais ils n'ont pu brader la grève : l'unité des grévistes pour leurs revendications s'est maintenue jusqu'au bout sans failles ni bavures. Ils ne pouvaient pas se permettre une nouvelle trahison. Trop déconsidérés et ce, depuis longtemps, ils ont tenté peut-être aussi de redorer leur blason par la négociation d'une lutte qu'ils n'avaient ni déclenchée ni dirigée. Mais là, bernique ! malgré une présence assidue dans les ateliers, des tapes amicales dans le dos après la reprise du travail (ça d'habitude, ça n'arrive qu'une fois dans l'année au moment des élections de délégués), malgré tout cela, ces beaux parleurs de dirigeants C.G.T. se sont vus bien mal récompensés : 12 cartes C.G.T. prises mais bien vite rendues d'ailleurs.

Solidarité de classe

Les travailleurs ont encore une bonne autre raison de les rejeter. Croyez-vous qu'ils ont organisé le soutien à la grève, fait appel à la solidarité. Bien sûr ils ont utilisé les colonnes bourgeoises d'un journal lyonnais appelé « Progrès » avec quelques communistes (la dernière semaine seulement) mais rien, bien sûr, ni tract ni collecte auprès des travailleurs des usines du quartier. Ils ont fait mieux ou plutôt pire. Dès l'amplification de la grève, les comités F.U. de Lyon, ont sorti un tract popularisant la grève et faisant appel à la solidarité financière. Cette action de soutien, avec affiches et inscriptions s'est faite sur tous les secteurs de la ville où les comités F.U. sont implantés : portes des boîtes, marchés, cités ouvrières et étudiantes, restaurants universitaires, facultés. Ça a fait du bruit, trop pour la C.G.T. qui s'est empressée d'utiliser à nouveau la presse bourgeoise pour « mettre en garde la population et les autres travailleurs pour certaines collectes qui ont été et qui pourraient être faites par des gens n'appartenant pas à l'entreprise et voulant jouer aux Bons Samaritains ». Comme dans ce même communiqué, ils présentaient les militants des Comités Front Uni comme « agitateurs manœuvrés par les services de police », toutes les précautions étaient prises. Manque de veine pour eux, les travailleurs et la population ne sont pas aussi pourris qu'ils le pensent, ils savent, EUX, ce que c'est la

solidarité de classe. Ils ont donné 234.000 F aux grévistes, ils ont réclamé qu'on les tienne au courant des résultats d'une grève qu'ils approuvaient, ce que les comités F.U. n'ont pas manqué de faire. Ces 234.000 F ont été versés aux grévistes, sensibles à ce soutien à leur lutte, que seuls les comités F.U. ont apporté et concrétisé. Cela les a renforcés, ils nous l'ont dit. (Parmi ces 234.000 F, 500,00 des amis de H.R.) Mais ce n'est pas tout, camarades. La C.G.T. accuse maintenant les comités Front Uni d'avoir gardé l'argent des collectes pour eux. Est-ce parce qu'ils n'ont pas eu pour eux une part des collectes qu'ils veulent présenter les comités Front Uni comme les voleurs des travailleurs ? Les grévistes de l'usine ne sont pas fous. Ils savent eux qui sont les voleurs et les falsificateurs : les syndicats, C.G.T., en tête qui n'ont pas organisé une collecte, qui n'ont pas remis aux grévistes un sou des caisses de grève auxquelles cotisent les syndiqués. L'argent des collectes a été remis aux ouvriers grévistes, pas à ceux (délégués syndicaux en tête) qui dans les faits se sont opposés au soutien et au développement de la grève.

Ces individus sont encore à leur poste de délégués des travailleurs. Ils ont encore pu négocier cette fois-ci mais ils n'en auront plus pour longtemps. Ce sont les travailleurs et eux seuls qui ont porté des coups au patron.

L'enseignement de la lutte

Dans cette lutte contre le patron, ils ont appris à se connaître, à s'unir, les meilleurs se sont montrés dans l'action. Ils ont vu leur force, la seule qui compte : l'unité des ouvriers contre leur exploiteur, ils ont commencé à l'organiser. Ils ont vu leurs faiblesses actuelles : une organisation encore fragile, vulnérable à la répression patronale et policière, un isolement encore grand par rapport aux travailleurs français de l'usine. Ils connaissent leurs ennemis : le patron, les flics et leurs sbires, les dirigeants syndicaux qui ne mènent plus la lutte, ou que du bout des lèvres quand ils y sont obligés par la pression de la base, qui connaissent la répression qu'exercent patrons et flics contre les travailleurs immigrés mais qui ne font rien pour les protéger : ne pas les laisser seuls dans la lutte, créer l'unité des français et des immigrés tous victimes de la même exploitation patronale combattre le racisme entretenu matériellement par le patron.

Mais ils savent que la lutte de classes est dure et longue. Ils restent vigilants face au patron qui attend la plus petite faiblesse pour taper un grand coup. Ils savent que, pour cela, il leur faut cimenter leur unité, consolider leur organisation. Ils savent aussi que c'est par cette unité, par cette détermination à lutter contre le patron qu'ils gagneront à eux les travailleurs français de l'usine.

— VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES DE LA C.I.F.T.E. !

— UNITE FRANÇAIS ET IMMIGRES CLASSE CONTRE CLASSE

— CONTRE LE PATRON, UNITE A LA BASE, EN DEHORS DES SYNDICATS VENDUS.

IVRY : Des ouvriers osent lutter !

C'est dans une petite usine fabriquant du matériel électronique pour E.D.F.

Juin 69 : 12 ouvriers.

Février 70 : 6 ouvriers.

Donc 6 licenciements soit-disant pour manque de travail alors qu'il y a du boulot.

Vendredi 30 janvier : un technicien reçoit son compte. Le lendemain, un jeune apprenti de 16 ans est embauché au S.M.I.G. : 3,27 F.

Mardi 3 février : les ouvriers décident de passer à l'action : grève d'une journée avec occupation de l'atelier, rédaction et collage d'affiches pour appeler les ouvriers d'Ivry à les soutenir.

A 5, ils font un défilé à travers Ivry. Un de leur mot d'ordre :

« Devons-nous subir ? Non, luttons ! »

L'U.L. de la C.G.T. leur propose un... recours aux Prudhommes !

Les délégués C.G.T. de Chauvin ont beaucoup trop à faire : *il faut trouver un terrain de football pour l'équipe de l'usine !* Alors, des ouvriers qui luttent, ils pourront bien attendre.

Vendredi 6 février : un tract d'information est distribué par des équipes communes d'ouvriers de l'usine et de camarades des cercles H.R. En général, bon accueil. Une action est prévue et préparée pour la semaine suivante.

Mardi 10 : bombage et affiches collées. Nous pensons surtout aux petites usines d'Ivry et celles où nous sommes déjà connus.

Mercredi 11 : le matin des tracts sont diffusés aux métros et à la rentrée dans les usines. Nous appelons au soutien de la lutte de cette petite usine et aussi des grévistes manœuvres et O.S. de Lockheed.

— à 15 h, les ouvriers se mettent à nouveau en grève ;

— à 15 h 30, ils défilent avec les camarades de l'Huma Rouge, dans les rues d'Ivry à l'heure où les ouvriers sortent des boîtes, en scandant :

A bas les licenciements !

A bas le capitalisme !

Travailleurs français immigrés tous unis !

Unité à la base !

Un ouvrier, drapeau rouge à la main, marche en tête.

Peu d'ouvriers nous suivent ; beaucoup d'immigrés nous disent qu'ils sont d'accord mais qu'ils craignent la répression. Un de nos tracts est lu tout haut dans un café par un travailleur immigré. Dans l'ensemble quand même, les travailleurs qui nous voient passer sont surpris. Il y a tellement longtemps que la C.G.T. et le P.C.F. ont rangé le drapeau rouge au vestiaire.

De Guillemot, un des responsables P.C.F. d'Ivry, délégué C.G.T. à Chauvin, passe comme un rat devant nous, la tête dans les épaules. Pareil pour le délégué C.F.D.T.. Quand on passe devant le local du P.C.F., rue Gabriel-Péri, ils tirent les rideaux, fous de rage.

D'ailleurs, un camion qui sortait d'un hangar de la Mairie-P.C.F., a essayé d'écharper un des ouvriers. S'ils en sont réduits à de telles méthodes fascistes, nous nous sommes dits qu'ils étaient vraiment très faibles et cela nous a encouragé : nous sommes sur la bonne voie.

Judi 12 : les flics viennent voir le patron pour avoir des renseignements. Entre le P.C.F. et la police, on se partage bien le travail, à Ivry, pour réprimer la lutte des ouvriers.

Pendant cette action, des liens solides ont été établis entre les cercles et les ouvriers de la petite usine. Pour nous, marxistes-léninistes, c'est une preuve certaine que notre politique fut bonne.

Quelques leçons politiques qui peuvent servir à toute l'organisation.

Les 6 ouvriers de cette petite usine ont osé LUTTER. Cela est un

exemple pour tous. A 6, ils ont su agir, malgré leur isolement, leur petit nombre, malgré toutes les difficultés. Ils ont eu raison. On dit que le P.C.F. est puissant à Ivry, mais leur lutte a montré que cette puissance n'est qu'apparente. C'est un peu comme un château construit sur du sable. Et encore un vieux château pourri, branlant... Nous sommes encore faibles, nous sommes encore peu connus mais nous représentons une force nouvelle qui monte, qui à l'appui de l'immense majorité des ouvriers. Armés du marxisme-léninisme, de la pensée Mao Tsé-toung, OSONS LUTTER, OSONS VAINCRE !

Ce qui différencie les marxistes-léninistes des révisionnistes et des réformistes ?

La C.G.T. n'a pu faire que des promesses sans les tenir. Cette lutte, visiblement, ça ne l'intéressait pas et même ils en avaient peur. Pensez donc ! Ils ont osé défilé dans les rues, « en plus, ils ont le drapeau rouge » (réflexion d'une déléguée C.G.T. à Chauvin qui en Mai 68 avait embrassé M. Chauvin, le patron !...)

Le P.C.F. n'a pas popularisé cette lutte et a même essayé de la saboter.

La C.F.D.T. ne l'a pas soutenue parce que : « à 6, on ne peut pas faire une section syndicale » (!... réflexion d'un délégué C.F.D.T.).

Ces gens-là, ne remuent le petit doigt que si ça leur rapporte, si cela rentre dans leur politique de collaborateur de classe. Sinon, ou ils se désintéressent ou ils sabotent (ce qui revient au même).

Nous, à l'Humanité Rouge, nous avons soutenu à fond ces ouvriers en lutte, sans imposer notre étiquette. Ils savaient que nous étions de l'Humanité Rouge, mais nous distribuions, avec eux, des tracts signés « un groupe d'ouvriers d'Ivry ».

La mobilisation commune que nous avons réalisée les a puissamment aidés dans leur lutte contre leur patron qui est affolé. Notre action leur a donné confiance.

Il n'y a pas 3 solutions :

— ou on soutient à fond la lutte prolétarienne ;

— ou on la sabote.

Voilà la ligne de démarcation que nous avons tracée dans cette action.

Une leçon plus théorique : quelle est la contradiction principale à notre époque ?

Les révisionnistes affirment que dans notre pays, la contradiction

principale est située entre les monopoles et les couches anti-monopolistes (Cf. Manifeste de Champigny). Dans la démocratie avancée qu'ils nous proposent, les petits patrons continueront à s'engraisser en toute liberté sur le dos des ouvriers puisque seuls les grands monopoles seraient nationalisés (d'ailleurs une nationalisation dans un Etat capitaliste n'a jamais empêché que les ouvriers soient exploités).

NON, Messieurs, la contradiction principale n'est pas entre les gens capitalistes et les autres couches de la société mais bel et bien entre la classe de tous les capitalistes (gros et petits) : la bourgeoisie, et ceux qu'ils exploitent directement, le prolétariat.

Voilà pourquoi les révisionnistes se désintéressent des ouvriers des petites usines : pour eux, les petits patrons sont des alliés.

En fait, les ouvriers de cette petite usine d'Ivry luttent contre l'exploitation féroce imposée par leur patron, aussi petit soit-il, et non contre les monopoles clients de leur usine (les monopoles ont besoin de ces petites entreprises très spécialisées). Et cette lutte est juste. Autant que celle des gars à Renault, ou à la Snecma... Elle est juste et exemplaire.

Voilà pourquoi, nous marxistes-léninistes, nous soutenons la lutte des ouvriers qui travaillent dans les toutes petites usines comme dans les grosses.

La révolution prolétarienne ne laissera pas survivre les petits capitalistes. Que les révisionnistes le veuillent ou pas !

D'ailleurs, l'Etat, la police qui ne s'y trompent pas, savent venir au secours des petits capitalistes en danger : le commissariat d'Ivry a tout de suite téléphoné au patron pour savoir s'il voulait de l'aide ! (ce qui n'empêche pas l'Etat d'être dirigé par les monopoles bancaires et industriels, le capital financier).

Par leur lutte, les ouvriers de cette petite usine d'Ivry donnent une grande leçon aux révisionnistes de tout poil : la contradiction principale qui est le moteur de l'histoire dans notre pays est bel et bien entre *bourgeoisie et prolétariat* et non pas entre monopoles et masses populaires.

Camarades, faisons nôtre le mot d'ordre de ces ouvriers d'Ivry : « Ouvriers, devons-nous subir ? NON, luttons, tous unis ! »

Les ouvriers de la petite usine et les cercles Humanité Rouge d'Ivry

REIMS : ENCORE 2 OUVRIERS ALGÉRIENS TUÉS PAR LE CAPITAL !

Reims : encore deux travailleurs algériens victimes du capitalisme exploiteur.

Il y a juste un mois, le chef d'un chantier, rue de Rilly, à Reims envoie un de ses ouvriers au fond d'une tranchée, afin d'approfondir celle-ci. Ce dernier, lucide, refuse. vas-y, y a pas de danger » réprime le chef de chantier.

Le travailleur, qui avait peur, descend quand même. Quelques instants plus tard, c'est le drame. La paroi friable s'effondre. Il est enseveli, étouffé, enterré vivant. Malgré les efforts de ses camarades de travail, il meurt...

Ce travailleur avait bien compris, lui, le danger :

— le sol crayeux « travaillait » en cette période de dégel,

— les camions provoquaient des vibrations dans cette tranchée située juste en bordure d'une rue passagère.

Le chef de chantier assassin et son patron sont légalement coupables. D'après le code de sécurité du travail, en hiver, par temps de dégel, toute tranchée de plus de 1 mètre de profondeur doit être étayée, ce qui n'était pas le cas.

Le 2 février 1970, un autre travailleur algérien, Brahim Laouer, 35 ans, monte un coffrage métallique au 12^e étage d'un H.L.M. en construction dans la ZUP Croix-Rouge.

Il décroche les hélingues. Il n'a pas le temps de terminer son calage et sa mise en place correcte sur patins qu'un violent coup de vent de plein fouet bouscule le coffrage et le fait tomber, entraînant dans une chute de 35 mètres. « Il est très grièvement blessé » titre le journal local. Le contraire fut étonnant ! Ce sale canard poursuit : « il semble que cet accident imprévisible doive être mis au compte de la fatalité, les mesures de protection ayant été mises en place à cet endroit ».

De quelles mesures de protection s'agit-il donc ? Les services de sécurité du travail contrôlent très rarement et de toute manière, un étage doit être entièrement terminé pour que soient posés les filets de protection à son niveau. Quelle protection du reste, face à des coffrages dont les plus petits pèsent de 1 tonne à 1,5 tonne ! Taille minimum rentable.

L'enquête ouverte par les services du travail n'aboutira bien sûr pas, puisque ces services sont à la solde du patronat qui se soucie plus de la vitesse de progression que de la sécurité des travailleurs.

Il est important de remarquer que si le gel, qui rend impossible le travail du béton, constitue une gêne pour la rentabilité, le vent « mis au compte de la fatalité » n'en constitue pas une, lui, malgré les risques qu'il fait encourir aux travailleurs.

Les travailleurs sauront faire payer tous les chefs de chantier qui agissent encore impunément en fermant la bouche à tous les spectateurs de ces drames, afin que la vérité reste voilée. De plus, autour de ces crimes subsiste le mur du silence dressé par les gardes-chiourmes du chantier qui empêchent toute prise de contact avec les travailleurs immigrés, ceux-ci étant soumis à la menace permanente d'expulsion s'ils parlent ou s'ils ont des idées politiques.

Seule l'union des travailleurs français avec les travailleurs immigrés, défavorisés, pourra venger nos deux camarades algériens et obliger le patronat à reculer.

A bas les conditions de vie actuelles des travailleurs immigrés victimes de l'impérialisme !

A bas le capitalisme ! Unité à la base et dans l'action !

Un militant C.D.H.R. Médecine Reims.

NICE : UN COMITÉ DE BASE AUX NOUVELLES GALERIES

La création du Comité de base des Nouvelles Galeries au centre commercial de Cap 3000 a été facilitée par un certain nombre de particularités :

1) La quasi totalité du personnel n'a aucune expérience des luttes syndicales ; en effet, beaucoup d'employés viennent du petit commerce ou bien travaillent pour la première fois.

2) Les conditions de travail : Cap 3000 est un véritable ghetto : on n'a pas le droit de discuter, de se rassembler ; on est surveillé sans arrêt ; on est vidé pour un oui ou pour un non, etc...

Cependant, les employés n'ayant jamais été syndiqués, ils auraient pu se laisser prendre aux déclarations d'intention des syndicats : en effet, la campagne déclenchée par la CFDT c'était pour être en bonne place avant ces élections !

Quant à la C.G.T., elle s'est faite remarquer par un tract ridicule, au beau milieu de « l'action » de la C.F.D.T. (c'est nous le syndicat le plus sérieux, le plus puissant, etc...) : Mais qu'a fait le Comité de base

au milieu de tout cela ?

Il a dénoncé les licenciements abusifs,

la façon dont les patrons traitent le personnel,

Le Comité de base s'est toujours efforcé de sortir des tracts qui soient en relation directe avec les problèmes et les préoccupations des employés, en essayant de mettre en évidence la nature du système dans lequel il vit. On établit ainsi une sorte de dialogue entre le Comité de base et les employés.

Le Comité de base n'a pas fait de dénonciation systématique des syndicats : la différence existant entre les deux lignes étant suffisamment nette pour la grande majorité des employés.

Nous dénonçons le syndicat collabo et gaulliste C.F.T. : à Cap 3000, l'inspecteur principal du personnel est un ancien... des polices parallèles ! Il est tout naturellement au syndicat C.F.T. dont l'avocat n'est autre que M. Jouhaux, adjoint du réactionnaire Médecin, et parent du fasciste O.A.S., Jouhaux !

Transports Urbains Versaillais

VIVE LA GRÈVE DES
CHAUFFEURS-RECEVEURS

Communiqué à PHuma Rouge.

Le syndicat C.G.T. de TUV vous informe qu'une grève illimitée a été décidée à compter du vendredi 20 février 70 pour l'augmentation justifiée des salaires. Il est absolument nécessaire de faire entendre notre voix pour, non seulement les salaires, mais aussi la solidarité du réseau.

Le secrétaire syndical.

Vendredi matin, les chauffeurs-receveurs déclenchent une grève illimitée aux Transports Urbains Versaillais. Elle est suivie à 97 %.

L'histoire a commencé l'an dernier : sur plusieurs lignes, la TUV supprime les receveurs (6 licenciements plus mises à la retraite), et elle met en place le système de « l'agent seul » déjà en vigueur sur d'autres réseaux. C'est le chauffeur qui doit faire en même temps le boulot du receveur. Pour deux fois plus de boulot, augmentation de 60 F par mois : de 1 000 F à 1 60 F ! Et pour le patron, bénéfice net de l'opération : 870 F (salaire du receveur) moins 60 F = 810 F par mois et par bus !

« Je fais du déficit, dit-il, il faut faire des sacrifices ! ». Des sacrifices ! Pas pour lui, en tous les cas. Il faut le voir. Il en est maintenant à te payer deux flics en civil pour le raccompagner dans son appartement à Parly II !

Les travailleurs en ont assez, des miettes ! Ils réclament le point 195 : 20 % d'augmentation.

Le directeur a beau faire tout ce qu'il peut pour embaucher des jaunes (contrôleurs, gens de bureaux), les travailleurs sont décidés à tenir.

Le Comité de défense de l'Humanité Rouge organise le soutien à la grève avec l'ensemble des chauffeurs-receveurs et des délégués. Dimanche matin, première collecte sur le marché. Il faut obtenir le soutien de la population.

Panneaux, mots d'ordre expliquant la grève, les revendications, l'unité usagers-employés concrètement réalisée par la présence d'une vingtaine de chauffeurs-receveurs.

Premier résultat : 110 F pour les fonds de grève.

Le lundi, la grève s'étend : quelques chauffeurs (non encore touchés par les nouvelles méthodes d'exploitation) refusent de partir, et présentent leurs revendications. Demain, il est prévu de l'étendre encore.

Les travailleurs, unis à la base, tiendront !

Vive l'unité employés-usagers !

(à suivre)

C.D.H.R. Versailles-Sud

LA LUTTE CONTRE LES HAUSSES DE TRANSPORT
A RENAULT-BILLANCOURT

Il n'est sûrement aucune entreprise où la lutte contre les hausses n'ait été réelle comme à Renault. La raison principale de cette lutte et de cette mobilisation est la présence de différents groupes révolutionnaires qui, chacun à sa façon, ont contribué à mobiliser les ouvriers.

Voici les bases sur lesquelles le groupe H.R. a défini son action :

1) Ce sera une action qui ne prétendra pas faire faire une économie aux travailleurs, mais seulement montrer une volonté de lutte.

2) Dans la mesure où nous ne sommes pas encore reconnus par les ouvriers comme leurs défenseurs, cette action ne doit en aucun cas exposer les travailleurs à la répression, et principalement les travailleurs immigrés.

C'est le point fondamental qui détermine la justesse ou l'aventurisme de notre action.

3) Par rapport à notre connaissance des lieux, le plus conséquent nous est apparu de faire un regroupement à l'entrée de l'usine et d'aller en manifestant jusqu'au métro.

Pour ce faire, un autre point à notre avis fondamental était le nombre de militants mobilisés à la porte pour susciter le regroupement : il nous est apparu très vite qu'il fallait une certaine concentration pour que les travailleurs soient suffisamment intéressés pour s'arrêter discuter et pour participer.

Pour résoudre ce problème de militants, deux solutions furent avancées :

1) En priorité nous prenions contact avec les camarades du comité de lutte, et, ensemble, nous tirions le tract et organisions l'action.

2) S'ils n'étaient pas d'accord, nous prenions tout seuls l'organisation de cette action en faisant appel à des militants H.R. de l'extérieur de l'usine.

Pour des raisons que nous ne connaissons pas, les camarades du comité de lutte refusaient l'unité d'action, refusaient de faire un tract en commun, pour sortir, au dernier moment leur propre tract, nous étions donc réduits à faire appel aux camarades H.R. de l'extérieur.

(Etant considérés comme des néo-révisionnistes par les militants de la Gauche Prolétarienne, il était exclu de leur proposer l'unité d'action).

A propos de l'action

Elle fut principalement positive et a confirmé pleinement l'idée qu'on s'en faisait.

Il est apparu clairement que s'il n'y avait pas eu un minimum de concentration à l'extérieur, les ouvriers seraient passés directement, non par peur ou manque de combativité, mais parce qu'ils n'ont confiance en personne, et ils ont raison.

Les travailleurs n'ont eu aucune hostilité envers les militants étudiants, malgré les tentatives de provocation de quelques révisionnistes.

Les mots d'ordre scandés étaient justes : « NON A LA HAUSSE ! ». « VIE CHERE, VIE DE MISERE ». « A BAS LE CAPITALISME ».

L'action fut largement discutée dans l'usine.

Il y eut évidemment des points négatifs dus à l'inexpérience. Une prise de parole devait être faite à l'entrée du métro ; or le camarade désigné pour le faire était descendu dans la station pour se rendre compte de la situation, ce qui a valu un moment de flottement où personne ne savait quoi faire.

Il est à regretter aussi que les militants venus de l'extérieur n'aient pas suivi à la lettre les directives qui leur avaient été données. Nombre sont ceux qui sont arrivés avant 11 h 1/4 ou qui sont descendus par les métros Billancourt et Sembat. Dans d'autres circonstances, ces lacunes pourraient compromettre gravement une action.

L'action de la gauche prolétarienne.

Le lundi midi, des militants de l'intérieur et de l'extérieur avaient tenté de provoquer une manifestation du même type que celle décrite plus haut, mais le petit nombre de militants engagés dans l'action ne parvint pas à un regroupement des travailleurs, la grande majorité passant sur les trottoirs.

Devant ces faits la tactique adoptée par les militants de la Gauche Prolétarienne fut de descendre dans la station de métro, et de faire passer des travailleurs sans payer. Ce fut la tactique employée toute la semaine. Nous pouvons dire qu'ils ont pleinement réussi surtout à partir de jeudi où il y a eu participation effective des travailleurs.

Qu'en pense le groupe H.R. ?

Quelle a été sa position ?

Le point fondamental qui a déterminé notre action était : NE PAS EXPOSER LES TRAVAILLEURS A LA REPRESSION pour ne pas donner des arguments importants aux révisionnistes.

Par rapport à ce point nous estimons que l'action des militants de la gauche prolétarienne était aventuriste quand au fond.

Il est vrai qu'aucun travailleur n'a été inquiété, mais n'est-ce pas miracle ? ou plutôt voulu par la bourgeoisie ? en effet, comment expliquer que la bourgeoisie ait fait intervenir au maximum 20 flics alors que des cars entiers passaient ou étaient stationnés à une centaine de mètres. C'est une anomalie inexplicable car toutes les conditions étaient réunies pour une répression sévère.

A l'intérieur de l'usine les révisionnistes appelaient désespérément à la répression, et à l'extérieur, peu de travailleurs prenaient part aux bagarres, surtout le mardi et mercredi, et au plus beau jour de l'action, une centaine de travailleurs au maximum étaient prêts à se battre.

Donc ce n'était pas le mouvement de masse qui interdisait à la bourgeoisie de réprimer. Alors pourquoi cette « clémence » ?

Il n'est absolument pas question de dire que les militants de la Gauche Prolétarienne sont payés par le Ministère de l'Intérieur, mais il est important d'avoir les idées claires sur l'attitude de la bourgeoisie en cette circonstance précise.

Le groupe H.R. pense donc que sur l'ensemble, l'action de la G.P. a été positive, mais uniquement parce que la bourgeoisie a voulu le permettre pour des raisons tactiques que nous ne cernons pas encore.

Nous ne pensons pas avoir été opportunistes. Toute notre action a été déterminée par une analyse précise des forces en présence, et cette analyse nous montrait que nous n'avions pas les forces suffisantes pour ne pas exposer les travailleurs, et principalement les travailleurs immigrés, à la répression.

Quelle catastrophe pour les révolutionnaires de Renault si la bourgeoisie avait fait 2 ou 3 expulsions de travailleurs immigrés ! Est-ce que la G.P. était en mesure de les éviter ? Nous disons : Non !

Bien que nous n'étions pas d'accord sur le fond avec l'action, des militants, H.R. ont participé tous les jours aux actions. Le jeudi, le groupe H.R. a diffusé un tract soutenant les militants, révolutionnaires face aux attaques perfides des révisionnistes. Partiellement sous l'impulsion de militants M.L. délégués à la C.F.D.T. représentant 4 départements, faisaient un tract de soutien sans ambiguïté. On pouvait y lire :

« Toute la semaine dernière des travailleurs de la Régie et des étudiants ont protesté contre la hausse des tarifs en prenant le métro sans payer.

Face à ces actions résolues la police a utilisé la violence pour faire passer la hausse à coups de matraques.

Mercredi, chacun son tour, P.C.F. et C.G.T. se sont acharnés à calomnier ces justes actions contre la hausse en traitant ces militants révolutionnaires de « gauchistes fascistes », en leur mettant les violences sur le dos et en appelant à leur casser la figure, complétant ainsi parfaitement le travail de la presse et de la radio réactionnaire (Paris-Jour, Figaro, Aurore, Europe n° 1, etc.).

Des militants C.F.D.T. se sont trouvés dans les actions contre la hausse. Nous nous en félicitons : cela donne aux travailleurs l'occasion de distinguer ceux qui luttent effectivement de ceux qui se contentent de calomnies.

Pourquoi ces réactions ?

La raison est en fait très simple : comment ces organisations pourraient-elles appeler à lutter contre les hausses alors qu'elles même allaient augmenter le prix des cantines de plus de 15 % ?

La vérité, c'est que le P.C.F. « pousse les travailleurs » à accepter la hausse, il s'y prend d'ailleurs très subtilement, en criant « augmentez nos salaires », mais est-ce que ce n'est pas une leçon de l'histoire qui à chaque fois que le capitaliste nous donne un sucre, il nous en retire deux ?

Notre tâche donc, c'est d'abord de défendre notre acquis pied à pied, et ensuite de l'améliorer. Quant à la dénonciation des militants révolutionnaires comme « fascistes », nous la trouvons d'autant plus intolérable que les véritables fascistes, aidés par le gouvernement, sont en train de relever la tête : les C.D.R. ont tué des ouvriers, attaqués des piquets de grève... ».

Qu'elles sont les perspectives ?

A la lumière de ces actions de celles qu'il va falloir entreprendre (accords Renault mercredi) tout doit être fait pour réaliser l'unité d'action sur des sujets précis. Nous déplorons le fait que le comité de lutte ait repoussé notre volonté d'unité pour l'action et ait préféré participer de façon autonome. Nous n'avions émis aucune condition préalable à l'unité.

Qu'est-ce qui est le plus important ? Se donner des sensations parce que l'on a organisé telle ou telle action ? ou alors créer une force irréversible face aux révisionnistes.

Que telle ou telle étiquette soit connue par une centaine de travailleurs de plus ? Ou bien alors que l'ensemble des travailleurs soutiennent de justes actions décidées et exécutées ensemble ?

Nos contradictions sont secondaires et au sein du peuple nous devons mettre la politique et l'intérêt de la classe ouvrière au poste de commandement, nous devons passer par-dessus des contradictions de personnes, demander des autocritiques s'il y a lieu ; nous devons passer par-dessus des intérêts, égoïstes et stupides d'organisation. Bien sûr, l'unité ne peut se faire qu'avec des objectifs que se fixe le groupe H.R. Renault. Si cette unité était réalisée, il est bien évident que nous aurions été beaucoup plus efficaces dans la lutte contre les hausses des cantines.

Vis-à-vis des militants de la « G.P. » le problème est plus complexe, le premier point serait d'éviter qu'ils nous insultent ou qu'ils prétendent nous taper dessus.

VIVE L'UNITE DES REVOLUTIONNAIRES !

VIVE L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE !

TRIBUNE DE DISCUSSION

CHEMINOTS :

A PROPOS DE LA RÉFORME DE LA RÉMUNÉRATION



- De l'échelle 2 à l'échelle 4 : 13 points.
- De l'échelle 10 à l'échelle 12 : 41 points.
- De l'échelle 17 à l'échelle 19 : 102 points.

Le passage de l'échelle 17 à 19 représente 9 fois le passage de 2 à 4.

2^e Constatation : la moitié de la masse salariale est distribuée à une minorité d'agents des échelles 14 à 20, alors que les agents des basses échelles sont surexploités et sous payés.

Le graphique représente schématiquement la grille des salaires telle que nous la proposons.

Particularité : L'écart de points entre chaque échelle est constant. Le cadre le plus élevé ne touche qu'un salaire égal à deux fois celui

du manoeuvre ou de l'homme d'équipe. Tout en conservant la même masse salariale, cela permet aux agents des basses échelles de toucher des salaires décents sans que pour autant les cadres crèvent de faim.

Ceci suppose la suppression de toutes les primes (y compris traction) des indices, des enveloppes et autres vacheries. Le remplacement de la prime de fin d'année par un 13^e mois majoré de 1 % par année d'ancienneté avec un maximum de 25 % pour 25 ans, payable en deux fois, fin juin et Noël.

La refonte du calcul des déplacements : 50 F jusqu'à la huitième heure, 100 F jusqu'à la seizième heure, 200 F jusqu'à la vingt-quatrième heure, 400 F au-dessus de vingt-quatre heures.

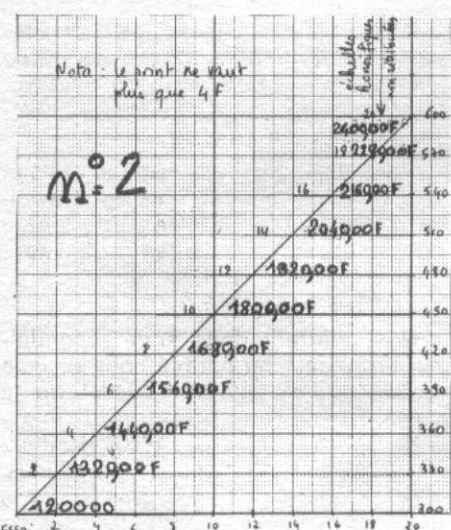
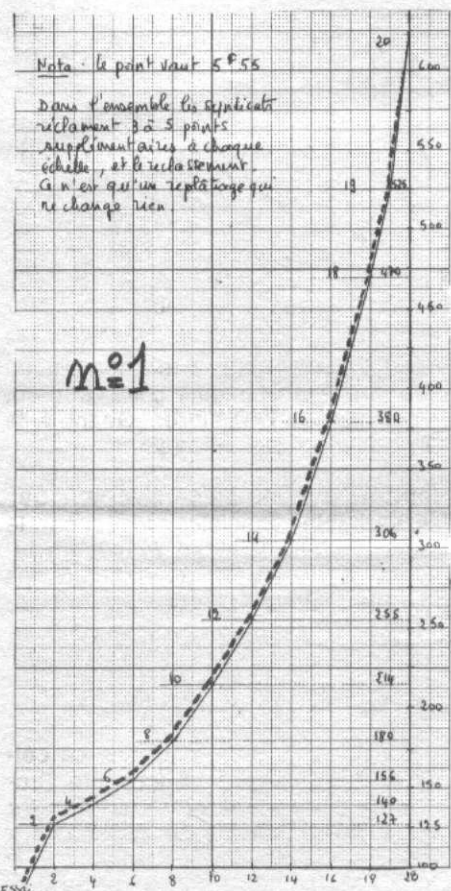
Déplacements doubles les diman-

ches et fêtes. Paiement des heures de nuit.

Les deux tableaux qui vous sont exposés montrent l'injustice flagrante dans la répartition de la masse salariale. La proposition que nous faisons sur le tableau n° 2 va dans le sens des constatations de tous les syndicats qui réclament le resserrement de l'éventail hiérarchique. A partir de ce tableau l'application de l'échelle mobile est possible. En appliquant au tableau numéro 1, ce serait l'échelle à coulisse (exemple : 100 F pour le manoeuvre, 1 000 F pour l'ingénieur).

A l'heure où l'entreprise consulte la masse des salariés, et où certains syndicats organise des référendums, nous proposons de soumettre cette proposition à l'ensemble des cheminots et de tous les travailleurs.

Un camarade cheminot des Aubrais



Le graphique représente schématiquement la grille des salaires (indice A).

— En noir, tels qu'ils sont actuellement.

— En pointillé, tels que les syndicats, dans l'ensemble, les réclament.

Par pudeur, nous n'avons pas graphiqué au-dessus de 19.

1^{re} constatation : le nombre de points entre chaque échelle progresse au fur et à mesure que les échelles augmentent. Exemple :

SUR LE SYNDICAT RÉVOLUTIONNAIRE

La position des marxistes-léninistes dans le mouvement syndical actuel est certainement plus difficile à supporter et à défendre que dans d'autres temps, par le fait que ce mouvement a pris un caractère politique grâce à la direction de l'appareil central du P.«C.»F. et grâce aux éléments qui sont à sa dévotion à tous les échelons et dans tous les secteurs. Malgré ce contrôle et les persécutions dont sont l'objet tous nos camarades et nos sympathisants, il est possible de tenir tête en y mettant une volonté de fer à défendre sa place dans le syndicat sans faiblesse et sans esprit de recul, car les révisionnistes sont d'une faiblesse manifeste et ils se cramponnent seulement avec la méthode bien connue : la mystification des faits et l'hypocrisie, ce qui les place toujours dans des positions contradictoires et par conséquent indéfendables objectivement. Donc première condition : ne pas se laisser dominer et ne pas céder du terrain sous aucun prétexte. Dans les syndicats et les sections syndicales où nos camarades militent, ils doivent se faire remarquer par tous les adhérents comme les meilleurs, les plus actifs et les plus sérieux dans la défense des travailleurs. Ils doivent être très conciliants et patients avec les camarades syndiqués ou non, même avec les plus ignorants ou les plus bavards, tandis que dans leurs actions envers le patronat, ils doivent maintenir une position intransigeante, ne rien conclure avec les patrons sans l'approbation de la masse intéressée. Il ne faut pas manquer de dénoncer les permanents dans les réunions toutes les fois qu'ils commettent un acte de trahison envers le mouvement syndical en général ; toutes les fois qu'ils répandent des mensonges et des calomnies contre nos camarades pour les salir et tenter ainsi de les faire partir du mouvement syndical par dégoût. Ces éléments sont captables,

et nous avons eu l'occasion de le constater, de se servir d'éléments corrompus et malhonnêtes qu'ils recrutent pour provoquer la méfiance envers nos camarades. Dans le mouvement syndical comme dans les autres mouvements de base nous sommes désignés dans un sens péjoratif comme des pro-«chinois» ou comme des gauchistes ou aventuriers, c'est-à-dire comme des éléments irresponsables. Il y a 60 ans, la petite et la grande bourgeoisie répandaient les mêmes slogans contre les socialistes de l'époque. Et voilà que les révisionnistes reprennent à leur compte les calomnies de la bourgeoisie de ce temps révolu qu'ils remplacent avec une inconscience dégoûtante. Ils savent très bien que dans la masse une accusation de cette espèce sert à isoler nos camarades. Voilà pourquoi nous devons être toujours prêts à fournir les explications utiles et dénoncer les insulteurs et les dénigreur comme des éléments au service du patronat et du gouvernement pour diviser la classe ouvrière. Il nous faut faire constamment œuvre de clarification au milieu de la masse trompée à long terme de journée par les révisionnistes qui s'aperçoivent qu'ils perdent du terrain et qui se cramponnent sur les vieux slogans d'il y a un demi siècle que la bourgeoisie répandait contre nos pères et grands pères, afin de conserver leurs situations et leurs positions privilégiées indispensables pour conserver l'électorat à la prochaine campagne électorale.

Vouloir créer de toute pièce un nouveau mouvement syndical à caractère ouvertement révolutionnaire comme nous le suggèrent les camarades, n'est pas conciliable en ce moment. Les camarades qui envisagent une action dans ce sens doivent auparavant avoir examiné les grandes difficultés que cela procure, à tout le travail d'organisation

pour pénétrer au milieu de la masse. Nous avons connu ces difficultés avec la création de la CGTU. Les meilleurs moyens d'action pour nous dans le moment actuel consistent à créer des comités révolutionnaires d'action dans chaque syndicat, là où nous avons des adhérents et maintenir une constante liaison entre eux. Cela ne représente pas des grandes difficultés si nous agissons en véritables syndicalistes unis et liés à la masse des syndiqués. Il faut avoir toujours une supériorité dans l'action et dans la défense des intérêts de la masse. Sans aucune exagération, il nous faut militer en première ligne et dans les places les plus exposées dont la responsabilité est évidente.

Pour pouvoir approcher facilement de chaque syndiqué, il nous faut être armé d'un certain nombre de notions juridiques absolument indispensables pour nous rendre utile à tous les membres des syndicats de la localité.

Il nous faut connaître toutes les dispositions législatives de la S.S. et les règlements des caisses complémentaires qui concernent l'assuré et sa famille, notions très négligées aujourd'hui dans nos syndicats de base.

Les connaissances de ces dispositions vont vous permettre d'approcher tous les syndiqués sans exception, car les permanents en fonction ne s'occupent pas d'assister les syndiqués sous prétexte qu'ils sont trop pris par le travail syndical, ce qui est un mensonge car ce n'est pas le temps qui leur manque. En outre, nos camarades responsables doivent connaître les contrats collectifs et les dispositions qui les accompagnent qui ont été imposés au patronat et dont les travailleurs doivent bénéficier.

La Seyne

SUR LE FRONT ÉTUDIANT

Pourquoi les étudiants sont-ils encore une fois en grève ?

De vastes mouvements de grève ont lieu dans la plupart des facultés de France. Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement à travers sa presse, sa télé, sa radio, ce n'est pas une minorité d'agitateurs professionnels qui sont mécontents, mais la masse des étudiants.

Tout va mal, et c'est la faute du système actuel :

— pour les travailleurs : c'est l'augmentation du coût de la vie et c'est l'accélération des cadences (ceci pour le plus grand profit des patrons).

— pour les étudiants : même si cela a des conséquences moins graves (les étudiants pour leur majorité étant issus de la petite bourgeoisie et non des milieux ouvriers, ceci montrant que l'université est au service des riches que nous refusons) la situation s'est bien aggravée, 80 % des étudiants ne trouvent pas de travail à la fin de leurs études et se trouvent en chômage.

Pourquoi ?

Parce que pour le pouvoir, la seule chose qui compte c'est la recherche du profit maximum par le patronat ; c'est ce qu'il appelle « la rentabilisation » qui se manifeste à l'université par la suppression de certains secteurs (facs des lettres) et pour la mainmise du patronat sur d'autres secteurs (recherche scientifique).

De même dans l'économie la rentabilisation se manifeste par la remise de certains services publics à des entreprises privées (autoroutes, téléphones, etc...) et par les compressions de personnel dans d'autres services (S.N.C.F.). C'est en ce sens que la lutte des étudiants se joint à celle qui mènent les travailleurs :

Lutte contre une oppression ; celle du grand capital.

C'est pour cela que le pouvoir les réprime de la même façon :

— en envoyant la police contre les grévistes (E.D.F., Facs de Nice ; et de Lyon) ;

— en armant et en payant des groupes fascistes (SAC, CDR, UNI, GAL) qui ont par exemple agressé jeudi dernier des militants étudiants et saccagés les locaux de l'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.).

De plus les étudiants en lutte refusent un enseignement qui n'est pas « neutre » mais qui sert seulement à fabriquer des « cadres » au service du grand capital et des intérêts privés.

Ce tract avait pour simple but de montrer en quoi le combat que mènent les étudiants rejoint celui des travailleurs. Aucune tentative visant à séparer leur lutte ne doit masquer cette réalité.

COORDINATION DES COMITES
DE GREVE DE LA FACULTE DES
LETTRES ET U.G.E.M. U.N.E.F.

NANTERRE : ÉCHEC AUX PROVOCATIONS RÉVISIONNISTES

Que racontent les révisos ?

« Des nervis fachos-maoïstes, manipulés par le pouvoir, s'attaquent aux étudiants démocrates, aux vrais défenseurs des étudiants... »

Chemin faisant, les « étudiants démocrates » se transforment en permanents révisionnistes ; et l'Humanité blanche crie au meurtre : « on a tenté d'assassiner un ouvrier de Renault, père de 3 enfants ».

Que s'est-il donc passé ?

Tout a commencé quand les militants révolutionnaires ont demandé des explications aux vendeurs du « Nouveau Clarté » (1) sur l'attitude de la C.G.T. à Renault ;

Il faut savoir qu'à Renault, la C.G.T. a voulu empêcher aux ouvriers de passer sans payer dans le métro, qu'elle a accusé les ouvriers révolutionnaires d'avoir frappé des ouvriers de la R.A.T.P. (en fait les flics maison, dits aussi « mouches »), que le comité d'entreprise (dirigé par la C.G.T. qui voulait augmenter la cantine) s'est heurté à une riposte des ouvriers.

L'U.E.«C.», bien évidemment, incapable d'expliquer tout cela politiquement, répond par des injures anti-chinoises... et se fait aussitôt expulser du restaurant universitaire.

Le lendemain, commencent les provocations révisionnistes : l'U.E.«C.» ramène des troupes fraîches, recouvre systématiquement toute affiche « pro-chinoise », et ratonne aux cris de « on veut la peau des pro-chinois » (dans la bagarre, ils ont deux blessés,

Pourquoi ces attaques contre les « maoïstes » ?

— A travers eux, c'est le socialisme et la Chine que les révisos attaquent ;

— Quand se développe un mouvement dans la classe ouvrière (ex S.N.C.F.), dans le milieu étudiant (contre la sélection, contre les fascistes...) gouvernement et P.«C.» F. craignent comme la peste, l'unité militante des ouvriers et des étudiants ; c'est pour la freiner que le premier arrête à tour de bras les militants révolutionnaires, que le second les calomnie et les dénonce continuellement.

Les bagarres qui ont eu lieu à Nanterre sont dues entièrement à des provocations révisionnistes, à leur volonté de détruire les révolutionnaires par la violence quand ils le peuvent (rappelons-nous les bagarres à Vincennes l'an dernier), et souvent par la violence la plus lâche (n'oublions jamais l'attentat contre le camarade Casas).

Les révisionnistes s'agitent beaucoup aujourd'hui, en parfaite unité avec Marcellin, pour faire dissoudre par le pouvoir bourgeois « les bandes armées » et ne pensez surtout pas qu'il s'agit d'Ordre Nouveau ; ce sont les « maoïstes » qui sont visés.

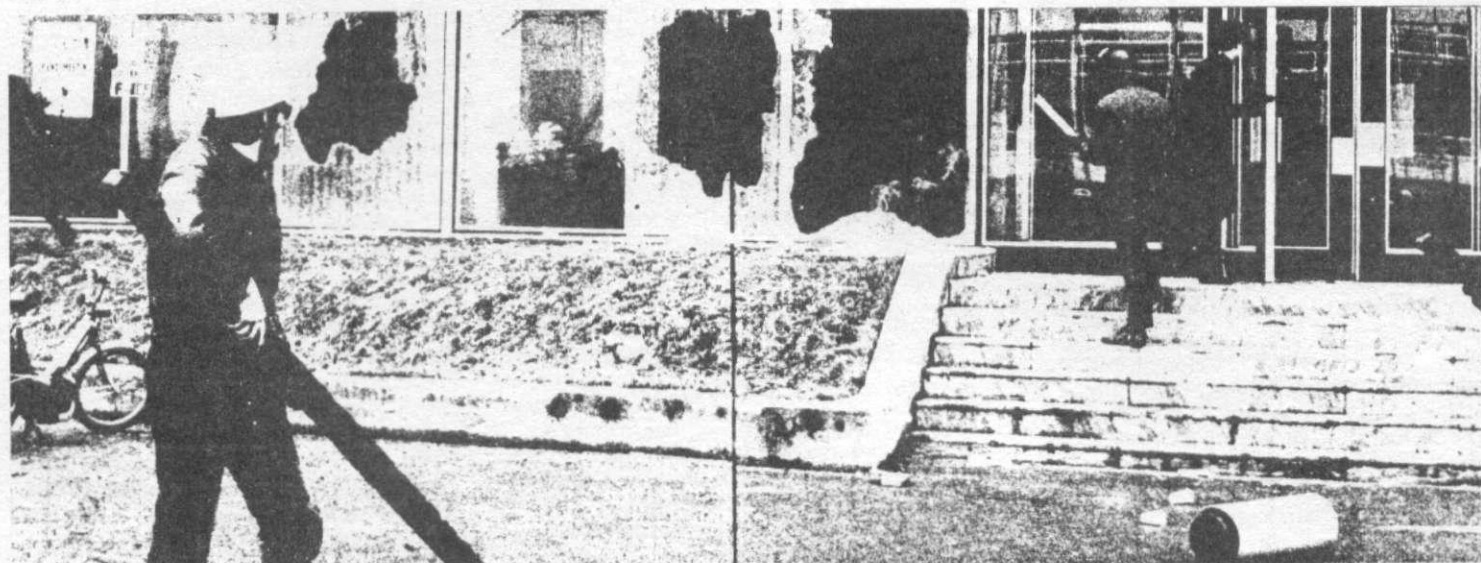
... Mais où était l'U.E.«C.» lors des boycotts de partiels ? Ils exigeaient alors le droit de travailler.

Lors des bagarres contre les fascistes ? ils ont crié alors « gauchis-

nonçant le P.«C.»F. comme contre-révolutionnaire, ripostent du tac au tac à ses provocations militaires, et ceux qui sont prêts à s'aplatir devant lui en le critiquant respectueusement — quand il le permet — : ligue trotskiste, A.J.S., P.S.U.

Nous dénonçons particulièrement l'opportunisme de la ligue qui a fait un communiqué de presse crapuleux : « Aujourd'hui, la principale victime est un permanent P.C.F., demain, ce seront des militants révolutionnaires... Ce sont eux que nous combattons » (P.«C.»F. et « maoïstes ») « les deux héritiers du stalinisme qui veulent faire survivre au sein du mouvement ouvrier des pratiques fratricides. La ligue lance un appel aux militants révolutionnaires et aux organisations ouvrières pour qu'elles unissent leurs efforts afin de réserver leurs coups à leurs ennemis communs : la bourgeoisie et le fascisme ».

Ainsi, avec les révisionnistes, les contradictions seraient au sein du peuple, les révisionnistes voudraient vraiment lutter contre la bourgeoisie et le fascisme ! Cela est faux, comme il est faux de parler « d'organisations ouvrières » ; il y a des organisations qui regroupent des ouvriers (et nous pouvons et nous devons faire l'unité à la base et dans l'action avec ces ouvriers), mais ce ne sont pas des « organisations ouvrières », car elles ne défendent pas vraiment les ouvriers, collaborent avec les patrons et s'accommodent très bien, dans le fond, du système capitaliste : ce sont des organisations de la bour-



Les étudiants révolutionnaires de Nanterre ripostent aux provocations révisionnistes.

malgré leur énorme supériorité numérique).

Le jeudi, le campus grouille de J.«C.», d'U.E.«C.» et de permanents : leur premier acte est de casser le nez à un camarade au C.A. Droit (à coup de barre de fer) ; la joie règne dans leurs rangs : « enfin du sang de maoïste par terre » (sic). Voilà le vrai visage des partisans du « passage pacifique au socialisme » !

Barricadés dans la fac de Droit, ils attendent des renforts ; de nouveaux permanents arrivent ; bientôt, ils sont une centaine en tout, mais, lassés d'attendre qu'on les déloge de leur retranchement, ils s'en vont.

C'est alors qu'une quarantaine de militants anti-révisionnistes, jusque là regroupés à la fac de Lettres, les suivent, bien décidés à les aider à partir. Brusquement, un permanent en Panhart sport, fonce sur eux et tente de les écraser, une barre de fer traverse le pare-brise et le blesse.

te = fasciste », pas de provocation, ne faisons rien...

Que font les révisionnistes pour les travailleurs immigrés du restaurant universitaire ? des tracts soutenant les patrons : « ... le personnel du restaurant universitaire n'a besoin de personne pour régler ses problèmes ; ... d'ailleurs, il n'a jamais signé aucun engagement lui garantissant une hausse de salaire » (!) (extrait d'un tract).

Les révisionnistes n'ont pas pour ennemi les exploités ni les fascistes (comme le G.U.D.-Occident, par ex.) ; à la fac, ils côtoient courtoisement au conseil de gestion ((2) les pires réactionnaires, gaullistes, C.D.R...

Non, ils ne luttent vraiment pas contre tout ce qui est révolutionnaire !

Notre position et celle des autres :

L'action a fait clairement la ligne de démarcation entre ceux qui dé-

geoisie dans la classe ouvrière, réformiste ou révisionniste.

Il est vrai que l'emprise du révisionnisme est très forte encore, que le P.«C.»F. et la C.G.T. ont un appareil puissant qui leur permet de nous dénigrer et de répandre ses mensonges ; mais ce n'est pas une raison pour reculer : il faut expliquer encore plus les agissements révisionnistes à l'université, et surtout leur trahison de la classe ouvrière. S'ils ne nous attaquent pas militairement, nous nous contenterons de les dénoncer politiquement ; mais s'ils nous attaquent, nous répliquons.

Intensifions notre propagande politique envers les travailleurs et les étudiants, et préparons-nous à la riposte.

A bas les briseurs de grève et les diviseurs de la classe ouvrière !

A bas le révisionnisme ! Vive le communisme ! C.D.H.R. - Nanterre.

XIX^e Congrès du P. «C.» F. : des thèses anti-communistes



Le Bureau politique révisionniste avant le XIX^e congrès : l'unité de façade...

Quand on prend connaissance des thèses adoptées par le 19^e Congrès du P. «C.» F., on est frappé de la faible place tenue dans ce texte, par les problèmes du mouvement communiste international et de la lutte anti-impérialiste dans le monde. Il est clair que les contradictions entre les divers groupes révisionnistes allant en s'accroissant, chacun d'entre eux est contraint de s'en tenir de plus en plus à des généralités dès qu'il aborde ces problèmes.

Mais ces généralités, elles-mêmes, sont fort édifiantes. Examinons en quelques unes.

Les mots et les faits

Il faut arriver au point 56 d'un catalogue qui en compte 59, pour trouver une évocation tant soit peu précise des rapports existants entre groupes dirigeants révisionnistes européens. Mais cette évocation ne fait que mettre davantage en lumière le divorce criant existant entre la pratique de ces groupes et la théorie dont ils se réclament, entre les mots et les faits.

Ainsi, les thèses indiquent que les « Communistes » français se guideront sur les règles qui régissent les rapports entre partis frères et que la conférence de Moscou a clairement défini : indépendance et égalité des partis, non ingérence dans leurs affaires intérieures, solidarité internationale et aide mutuelle. — Il est ensuite indiqué, quelques lignes plus loin que « le P. «C.» F. entend développer et renforcer sa collaboration étroite avec le P. «C.» U.S. »... puis que « Cette ligne qu'il n'a cessé de défendre et de mettre en pratique, y compris après avoir exprimé son désaccord avec l'intervention militaire d'août 1968, en Tchécoslovaquie, est la ligne fondamentale, la ligne de principe de notre parti ».

Comment faire cadrer cette ligne « fondamentale » avec la violation des principes « d'indépendance et d'égalité des Partis » etc... qu'a constituée l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces armées révisionnistes de l'U.R.S.S. et de ses quatre vassaux ?

Ce paragraphe constitue un résumé des contradictions dans lesquelles se débat le groupe dirigeant révisionniste du P. «C.» F. D'une part, il ne peut faire moins qu'exprimer son « désaccord » avec l'attitude cynique du groupe social-impérialiste de Brejnev, sous peine de mettre en péril ses grenouillages avec les divers groupes de la « gauche » bourgeoise (nouveau parti « socialiste », Convention, etc...).

Mais d'autre part, le ciment qui maintient encore la cohésion du parti, c'est essentiellement la fidélité à l'Union Soviétique, sentiment encore très vivace chez les membres et sym-

pathisants du P. «C.» F. pour qui l'U.R.S.S. reste la patrie de Lénine et de Staline, le pays vainqueur des armées blanches et des hordes fascistes.

« L'Humanité » du 9 janvier a publié, côte à côte, deux textes émanant de militants de base du P. «C.» F. Charles Fréchet, de Varzy (Nièvre) et Jean Teulon du Vigan (Gard). Le premier condamne l'attitude de la direction du P. «C.» F. sous forme d'un projet d'amendement au point 55 du projet de thèses : «... Le Congrès constate que la condamnation par le P. «C.» F. (de l'invasion de la Tchécoslovaquie N.D.L.R.) a encouragé la contre-révolution, a aidé celle-ci à gagner les éléments flottants parmi le peuple tchécoslovaque, en France et dans le monde entier ».

«... L'esprit de parti et de discipline a retenu dans nos rangs bien des vieux camarades scandalisés de se voir opposer le centralisme démocratique de façon aussi abusive et à sens unique »...

Le second, par contre, après une attaque du style le plus classique contre le « maoïsme », estime que « L'agression dont a été victime la Tchécoslovaquie et son peuple est le témoignage du non respect de l'internationalisme prolétarien, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays et d'un peuple frère, ce qui dénote un abandon réel et une incompréhension totale de ce que doit être le marxisme-léninisme »...

Le problème pour le groupe Waldeck-Marchais-Leroy-Séguy et consorts, est de conserver dans la « mouvance » du Parti, des gens qui professent des opinions aussi fondamentalement antagonistes. Cela explique le ton « négre-blanc » des textes du P. «C.» F. sur l'affaire tchécoslovaque.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, des contradictions inter-révisionnistes encore plus graves que celles qui ont amené les tanks de Brejnev à Prague se développent sous nos yeux (avec la Yougoslavie, avec la Roumanie, avec le R.D.A., en Tchécoslovaquie même, car l'intervention n'a rien résolu, et enfin en U.R.S.S.).

C'est dire que le groupe dirigeant révisionniste éprouvera des difficultés croissantes à maintenir la cohésion des rangs du P. «C.» F. Les prodiges d'équilibre politique auxquels se groupe est déjà contraint de se livrer ne sont rien en comparaison de ce qui l'attend. Et toute son habileté ne le sauvera pas.

Les « événements » du Viet-Nam

Le point 1, traitant de la lutte des peuples des pays coloniaux et dépendants et des luttes de la classe ouvrière des pays capitalistes réaffirme « le rôle décisif du système socialiste dont l'U.R.S.S. est la force principale (!) ».

Bien sûr, le système socialiste joue un rôle décisif, mais en quoi l'URSS et ses vassaux ont-ils encore quelque chose à y voir ? Est-ce « aider » la lutte du peuple iranien contre l'odieuse régime de Reza Chah que de fournir à ce régime armes et fournitures industrielles et de lui consentir des prêts énormes ? Est-ce « aider » la lutte des peuples brésiliens, vénézuéliens, etc... que d'apporter le même type d'aide aux régimes fascistes ou bourgeois-compradore de ces pays et d'utiliser les partis révisionnistes locaux pour tenter de rompre le front uni populaire contre l'impérialisme et ses valets ? Est-ce « aider » à l'émancipation du peuple nigérien que de renforcer le pouvoir réactionnaire des féodaux musulmans et des chefs coutumiers ? Si le système socialiste constitue bien la force décisive, le grand arrière sur lequel les peuples en lutte s'appuient sans hésitation, c'est la Chine populaire et non l'URSS qui est de nos jours le bastion. L'URSS, en même temps qu'elle devenait un Etat social-impérialiste, s'est transformée en brillant second de l'impérialisme yankee. Et les peuples en ont chaque jour plus conscience. Ce paragraphe se termine précisément sur un coup de chapeau à la lutte de l'héroïque peuple vietnamien qui a infligé une « défaite historique », grâce à son héroïsme, à l'« Impérialisme le plus puissant, malgré les moyens gigantesques mis en œuvre par celui-ci ».

Mais, fidèles en cela à la ligne Krouchtchévienne, les rédacteurs des « thèses » n'emploient pas le mot « guerre ». En 1964, on parlait de l'« incident » du golfe du Tonkin ; aujourd'hui, on parle des « événements » du Viet-Nam.

Evidemment ! Ces « événements » ont été la vérification irréfutable de la thèse du camarade Mao-Tsé-Toung sur la force apparente et la faiblesse fondamentale de l'impérialisme et de tous les réactionnaires (la théorie du « tigre en papier ») et la démonstration de la fausseté complète de la théorie soviéto-yankee de la toute puissance des armes dans le monde contemporain.

Le mot « événement » pour désigner une guerre où un petit pays (le Viet-Nam) a vaincu le colosse yankee malgré les destructions considérables dont il a souffert (plus de bombes sur le Viet-Nam que sur toute l'Europe pendant la seconde guerre mondiale !) n'est pas dû à un choix malencontreux.

Pour les révisionnistes, il faut minimiser la victoire du peuple vietnamien et tout faire pour éviter que les peuples tirent les leçons de cet exemple historique.

Que valent, après cela, leurs protestations « d'amitié fraternelle » à l'égard du Viet-Nam héroïque. Quant à l'aide soviétique, dont le projet de thèses fait grand cas, elle n'a été

finallement octroyée que grâce à la dénonciation de la trahison révisionniste par les marxistes-léninistes et les révolutionnaires du monde entier, encore ne s'est-il agi que d'un appoint, composé de matériel le plus souvent ancien et peu adéquat.

Mais les rédacteurs du texte ont perdu leur temps. Les peuples du monde entier savent que les « événements » du Viet-Nam ont changé radicalement le rapport des forces dans le monde entre l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain, et les forces progressistes et révolutionnaires du monde entier.

De faux amis du peuple palestinien

Le point 20 des thèses reprend l'utopie Krouchtchévienne d'un monde « sans armes, sans armées et sans guerres », sans élimination préalable du pouvoir des monopoles impérialistes et disserte sur la libération, grâce au désarmement, de « ressources considérables en faveur du développement de l'économie nationale et de l'élévation du bien-être ». Mais les peuples savent que ce n'est pas en négociant des marchandages planétaires, tels les accords de Moscou de 1963 ou le traité dit « de non prolifération des armes nucléaires » qu'on désarme les impérialistes et les réactionnaires.

De belles phrases pour enjoliver des compromis pourris, telle est la manière des révisionnistes. Et ce même point 20 des thèses contient une illustration éclatante de ce genre d'exercices. Traitant de la nécessaire solidarité à l'égard de la lutte du peuple palestinien contre l'occupant sioniste, il indique :

« Les militants et les organisations du Parti appelleront au règlement politique du conflit du Moyen-Orient sur la base des résolutions de l'O.N.U. ».

En d'autres termes, les thèses adoptées maintiennent l'appui du P. «C.» F. à la résolution scélérate de l'O.N.U. du 2 novembre 1967, légalisant le fait colonial sioniste.

Les patriotes et révolutionnaires palestiniens sauront au moins à quoi s'en tenir sur le prétendu « soutien » révisionniste à leur juste lutte. A l'heure où l'on parle de divers côtés d'une invitation des dirigeants d'El Fath par la clique Waldeck-Marchais et Cie, ce rappel cynique aidera au moins les peuples arabes et en premier lieu le peuple palestinien à voir la véritable nature de ces faux amis.

Les gérants loyaux, autoportrait

Les dirigeants révisionnistes du P. «C.» F., obligés (en raison de la dénonciation constante dont ils sont l'objet de la part des communistes

(suite de la page 9).

et révolutionnaires authentiques) de « gauchir », en paroles, leurs positions, font maintenant une critique des accords d'unité au sommet, sans principes :

« Ils (les accords, N.D.L.R.) ne peuvent avoir pour but de favoriser des coalitions électorales permettant à des politiciens se réclamant de la gauche de se hisser au pouvoir pour y faire, comme en Angleterre, en Italie et en Suède, une politique de défense des intérêts de la grande bourgeoisie ».

Le lecteur insuffisamment averti serait tenté de crier « Bravo ! » Hélas !... ces bonnes intentions, affirmées la main sur le cœur, suivaient de peu les propositions d'unité de sommet faite par les mêmes dirigeants du P.C.F. aux partis dits de gauche, et notamment au parti radical de J. J. Servan-Schreiber et au nouveau parti socialiste (la même piquette dans la même outre que la S.F.I.O. de Guy Mollet !). Là encore, le divorce entre les mots et les actes est suffisamment criant pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y insister ! Et d'ailleurs, n'est-ce pas une coalition « sans principes » du même tonneau qui est au pouvoir en Finlande depuis 1966. 3 ministres révisionnistes y siègent aux côtés des représentants des divers courants bourgeois. Le résultat ? Cette coalition a si bien défendu les intérêts

de la grande bourgeoisie que les travailleurs finlandais sont obligés d'avoir de plus en plus souvent recours à la grève pour résister aux atteintes portées à leurs conditions d'existence. A qui fera-t-on croire qu'une coalition P.C.F. sociaux-démocrates-radicaux (etc.) aboutirait à un résultat différent en France ? L'opportunisme de droite, caractéristique constante de la politique du groupe dirigeant révisionniste du P.C.F....

« Sacrifie les intérêts fondamentaux du combat, à la recherche de compromis précaires. En fait, il nia la possibilité et la nécessité d'une lutte réelle pour le socialisme. Surestimant les forces de l'adversaire de classe, il abandonne la perspective révolutionnaire et cherche simplement à aménager l'état des choses existant. Il est prêt, pour cela, à conclure des alliances sans principe et à rejoindre les positions liquidatrices. A l'intervention massive des peuples en faveur de la paix, il prétend substituer l'appel à la « compréhension » des impérialistes ».

Ce texte n'émane pas de « groupes maoïstes à la solde du pouvoir » pour parler comme le bon Marchais. On le trouve dans le paragraphe 40 des thèses. A défaut d'autocritique (il est vain d'en attendre de tels hommes) ce passage constitue un excellent autoportrait.

Du vote des pleins pouvoirs à Guy Mollet en 1956, au soutien à la candidature Mitterrand en 1965, du sabotage des luttes des travailleurs dès avant Mai 1968 à la trahison de Grenelle, du soutien au traité de co-dominance nucléaire de Moscou à la campagne actuelle en faveur de la conférence des Etats européens sur la sécurité collective en Europe, tout y est ! Se draper dans le drapeau rouge pour mieux combattre le drapeau rouge c'est, notamment pour les dirigeants du P.C.F. se donner une allure d'intransigeance et de pureté idéologique pour mieux passer, dans les faits, tous les compromis possibles avec l'impérialisme et le pouvoir des monopoles.

Mais là encore, la tromperie tire à sa fin !

L'hommage que le vice rend à la vertu

Ce manteau d'arlequin que constituent les thèses du 19^e congrès du P.C.F., contient au moins un point qui fera l'unité de tous les révisionnistes déterminés. Ce point, c'est le paragraphe 55 qui renouvelle, sans grande originalité, la « condamnation » par le groupe dirigeant du P.C.F., du Parti communiste chinois et de son grand dirigeant, le camarade Mao-Tsé-Toung.

Les communistes chinois sont taxés « d'anti-soviétiques », de « nationa-

lisme », de « scissionnisme », etc... Rien de bien nouveau.

Aux yeux des cliques révisionnistes de tous les pays, le P.C.C. et son dirigeant le camarade Mao-Tsé-Toung ont commis le « crime » inexpiable d'oser engager le combat contre la trahison révisionniste, aidant du même coup les communistes véritables et les révolutionnaires du monde entier à entrer à leur tour dans la lutte. En menant à bien la grande révolution culturelle prolétarienne, ils ont sapé les bases d'une dégénérescence révisionniste en Chine même.

En repoussant l'agression du social-impérialisme soviétique l'hiver dernier sur l'Oussouri et au Sin Kiang ils ont démasqué la faiblesse réelle de « l'ogre » révisionniste, et montrent que la Chine socialiste n'était pas la Tchécoslovaquie de Dubcek. C'est pourquoi la meute révisionniste aboie à en perdre le souffle aux chausées de la grande Chine Populaire.

Ces criaileries nous montrent, s'il en était encore besoin, que le révisionnisme moderne, dans sa variante française, comme dans sa variante soviétique, est une idéologie de trahison dont les chefs de file conscients sont passés une fois pour toutes avec armes et bagages, dans le camp de la bourgeoisie et de l'impérialisme. C'est pourquoi il sera balayé avec eux.

NANCY : OSONS LUTTER CONTRE LES PATRONS BUVEURS DE SANG !

Les lecteurs de l'H.R. savent déjà pas mal de choses au sujet du procès intenté par le patron GROSJEAN, entrepreneur du Bâtiment à NANCY, contre plusieurs militants et contre l'H.R.

Ces militants et l'H.R. ont résolu de passer à l'offensive et d'en faire un procès POLITIQUE PUBLIC contre les patrons voleurs, les patrons buveurs de sang (c'est-à-dire tous les patrons, cette mafia et leur état capitaliste !), contre leurs laquais réformistes de tout poil, et contre leurs polices officielles et camouflées !

Cette grande lutte implacable, indispensable pour élever le niveau des masses et éveiller de plus en plus leur désir de la révolution prolétarienne, est en cours à Nancy, rien ne pourra la briser ou la détourner de ses objectifs radicaux !

Pour permettre aux lecteurs et diffuseurs de l'H.R., aux ouvriers membres de l'avant-garde communiste marxiste-léniniste de France, de se préparer à de tels procès, pour leur communiquer notre expérience riche en précieux enseignements, nous pensons utile de faire un historique rapide de la lutte menée par les révolutionnaires de Nancy dans le secteur en question.

• **DECEMBRE 1968** : première affiche du GROUPE ROUGE DE COMBAT DES TRAVAILLEURS REVOLUTIONNAIRES DU BATIMENT DE NANCY. Son sujet : *la nature de l'Etat*, instrument de la dictature bourgeoise. C'est en effet essentiel : « Le problème fondamental de toute révolution est celui du pouvoir d'Etat. » (Lénine). Cette affiche se termine par l'enseignement principal, essentiel, vital du Président Mao : « Le pouvoir est au bout du fusil ! »

• **ANNEE 1969** : Durant toute l'année, au rythme d'une affiche toutes les trois semaines, le « groupe rouge » mène la lutte, malgré toutes les difficultés politiques et matérielles. A chaque moment, il faut veiller à la juste orientation, ne jamais faire passer les problèmes tactiques avant l'orientation générale de la lutte, assimiler toujours davantage la lumineuse pensée du Président Mao.

Sur le plan général, nous sommes à l'étape d'implantation patiente, de propagande de l'ABC du marxisme-léninisme.

• « **L'AFFAIRE GROSJEAN** » : En mai 69, le groupe rouge relate le cas d'un ouvrier maçon qui a été licencié par son patron, GROSJEAN, pour avoir osé réclamer le paiement intégral des heures chômées du 1^{er} Mai (voir H.R. n° 17 et 41). Cet ouvrier a entraîné ce patron devant le tribunal des Prud'hommes, non qu'il se fasse des illusions sur cet appareil de collaboration de classes, mais parce qu'il estime qu'on peut alors saisir la bourgeoisie dans ses propres contradictions. Le GROUPE ROUGE apprend immédiatement cette action, il la soutient avec ardeur, la popularise, répand partout cet exemple, incite les travailleurs du Bâtiment à réclamer leur dû. Les ouvriers bougent, parlent entre eux, soutiennent le camarade licencié, menacent leurs patrons et les traîtres.

La riposte de la bourgeoisie apeurée et qui se serre les coudes va se développer en plusieurs temps :

1° Les patrons du Bâtiment tiennent une réunion secrète avec un flic haut placé, et entre chacals décident des mesures à prendre. Les uns, tremblant de peur, décident de payer le rappel à leurs ouvriers pour stopper un éventuel mouvement.

2° Les dirigeants de la C.G.T., affolés, vont voir une fois par semaine GROSJEAN pour briser la lutte. L'un des bonzes, THIEBAULT, téléphone au patron, et lui dit textuellement : « Nous connaissons le chef du GROUPE ROUGE, c'est celui là même que vous avez licencié, Marcel GRANDMOUGIN ; il était responsable C.G.T. dans les Vosges, mais nous l'avons exclu car il luttait trop fort ! Nous ne le soutenons plus du tout, nous vous aiderons aux Prud'hommes, et ailleurs, et puis prévenez vos collègues pour qu'il ne retrouve plus de boulot dans le Bâtiment à Nancy ! » (Cette ignoble trahison, ce coup de poignard que SEUL un traître pouvait donner car la bourgeoisie en était incapable a été AUTHENTIFIÉE PAR LE JUGE D'INSTRUCTION à son corps défendant !)

3° Tirée d'affaire, ayant trouvé un sauveur au moment où elle buvait le bouillon, la bourgeoisie en liaison permanente avec la C.G.T., met en action son plan « d'encercllement et d'anéantissement » du « groupe rouge » :

— aux Prud'hommes, le patron

GROSJEAN insulte Marcel GRANDMOUGIN, l'accuse publiquement d'avoir écrit les affiches, lui annonce qu'il va porter plainte pour « diffamation ».

— le 28 août, descente des flics chez notre camarade, perquisition (ils vont directement au tiroir où se trouvaient des documents : ce qui prouve qu'ils avaient auparavant fait une fouille clandestine). Notre camarade est arrêté, frappé, injurié, emprisonné pendant 21 jours dans des conditions épouvantables (voir H.R. n° 28). Puis il est condamné avec sursis, ainsi que sa compagne. Le procureur les accuse (sans la moindre preuve !) de toutes sortes de « méfaits ».

— les M.L. pendant ce temps ne restent pas inactifs pour briser cette campagne d'encercllement : le GROUPE ROUGE publie une affiche : QUI EST Marcel GRANDMOUGIN ? le groupe H.R. accentue les ventes et les contacts, diffuse des invendus massivement, etc. Ce que nous pouvons appeler l'avant-garde marxiste-léniniste, dans les difficiles conditions où elle se trouve, produit néanmoins une affiche et diffuse des centaines d'exemplaires de son Organe Central. Toute cette activité, qui produit des effets dans les masses, tord les tripes des agents répressifs du Capitalisme et certainement les contraint à ne pas appliquer une lourde peine à nos camarades.

4° SUITE DE L'OFFENSIVE BOURGEOISE : La justice bourgeoise poursuit « l'instruction de la plainte en diffamation ». Fin novembre, le juge d'instruction (qui fut pendant 8 ans l'avocat de la C.G.T. !) inculpe nos 2 camarades, ainsi que notre H.R. Parallèlement, la police surveille nos deux camarades jour et nuit, effectue deux autres perquisitions (sans succès !), essaie de repérer les autres camarades (sans succès là aussi : elle n'en connaît que 4 ou 5 !), multiplie les manœuvres d'intimidation.

Fin décembre, une 3^e personne est inculpée, qui avait été aide-comptable chez le GROSJEAN (voir H.R. n° 46).

— La riposte et l'offensive des marxistes-léninistes : dans ces conditions, les marxistes-léninistes, en multipliant les précautions, mènent la lutte au maximum de leurs forces. Ils ne s'attardent pas dans la défensive,

osent lutter et passent à l'offensive. Les affiches du « groupe rouge » sur la justice bourgeoise et sur la crise économique rencontrent l'approbation de très nombreux travailleurs du Bâtiment. Les centaines d'affiches H.R. elle aussi fait son travail sans le moindre dégat pour son organisation ! *Notre procès se présente bien !*

Les enseignements de la lutte

1° QUI SONT NOS AMIS, QUI SONT NOS ENNEMIS ? Cet enseignement capital du président Mao, nous allons le vérifier dans la pratique, la seule qui soit irréfutable : non pas les belles phrases, les déclarations, les promesses, mais AU FEU DE LA LUTTE DE CLASSES !

• **NOS ENNEMIS AVERES** : la bourgeoisie toute entière est sur les dents, elle veut encore griffer, mordre, faire saigner le peuple en la personne de ses militants d'avant-garde. Il faut y prendre garde. Tactiquement nous sommes réduits à une activité clandestine. Les petits-bourgeois et certains camarades dans l'erreur se plaignaient : « On ne vous voit pas agir, vous ne faites pas d'actions au grand jour, vous ne nous montrez pas vos militants, vous ne recrutez pas, etc ! » On voit que si leurs vues avaient triomphé, la bourgeoisie aurait pu bien plus facilement nous réprimer, nous découvrir !

Certains encore étaient partisans du légalisme à outrance. Ce qui veut dire que la bourgeoisie aurait ACCEPTE notre activité, car nous nous serions battus SUR SON TERRAIN ! Notre activité principale s'est placée sur un terrain plus dur, plus âpre, mais l'ennemi n'a pu contrôler cette activité. « Certains pays capitalistes tolèrent l'existence légale de partis communistes, mais seulement dans la mesure où elle ne lèse pas les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie ; au-delà de cette limite, ils ne la tolèrent plus » nous apprend le camarade Ma Tsé-toung. Et bien, il est certain que nous avons lésé les intérêts de la bourgeoisie !

Ce qui est certain encore, c'est que les attaques de l'ennemi sont une bonne chose : si certains camarades poursuivent leur activité sans ennuis, sans être inquiétés, qu'ils réfléchissent auxieusement pour voir si leur ligne est juste ! (suite page 11).

(suite de la page 10).

TOUS LES PATRONS SONT DES BUVEURS DE SANG



Les ennemis camouflés

Ces attaques de l'ennemi ont permis en effet de voir se lever comme des vipères les irréductibles ennemis de classe du prolétariat, pour siffler mordre, empoisonner le sang du peuple. Les éléments instables ont révélé leur nature de chiens couchants de la bourgeoisie, d'alliés objectifs de celle-ci :

— *les révisionnistes* : avant que ceux-ci ne nous attaquent, le « GROUPE ROUGE » n'avait jamais parlé d'eux. A ceux qui s'en étonneront, il faut dire deux choses :

— notre travail démarrait, il fallait commencer par l'ABC de la propagande, dans un milieu laissé en friche aux ronces bourgeoises pendant des dizaines d'années : il fallait « saisir le bon maillon de la chaîne » et ce n'était visiblement pas — dans nos conditions — la lutte anti-révisionniste.

— Il faut comprendre QU'ATTAQUER LA BOURGEOISIE avec conséquence et fermement, implicitement C'EST ATTAQUER LE REVISIONNISME.

On l'a bien vu : nous ne parlions pas d'eux, mais ils se sont sentis visés par nos attaques contre le capitalisme ! Lorsqu'ils ont contre-attaqué et accumulé les fautes, nous avons réagi EN UNE SEULE AFFICHE, et avec succès ! « Il vaut mieux couper un doigt à l'ennemi que lui égratigner tous les doigts ».

— *Le P.S.U.* : à un moment, nous avons demandé à utiliser leur ronéo, la nôtre étant en panne. A cette époque notre camarade était en prison et il était urgent de faire le maximum pour la propagande. On nous a envoyé promener. Rocard en visite à Nancy a vitupéré les « provocateurs gauchistes » ; les P.S.U. ont maintes et maintes fois recouvert nos affiches... Nouveaux révisionnistes concurrents frétilants et modernistes à la gestion du capital, voilà ce que sont les bons dirigeants du P.S.U. Si certains se prétendent révolutionnaires parmi eux, qu'ils le prouvent donc en quittant ce « Parti » pourri, et EN LUTTANT contre le capital ! Comme le dit un camarade : « Les révisos sont de vieux traîtres, quant ils sou-

rient à l'ouvrier leurs rides font une affreuse grimace, alors que le jeune visage de Rocard reste apparemment plus trompeur ; mais de plus en plus les ouvriers ne regardent plus le visage : ils regardent la main s'il y a un couteau pour le patron, ou bien s'il y a un fusil pour le ventre du patron et des tenailles pour les chaînes du peuple ! »

— *Rouge* : copains-copains avec le P.S.U., ils ne méritent pas une place à part dans la poubelle de l'histoire.

— *La « Gauche Prolétarienne »* : JUILLET 69 : Dans un ensemble de H.L.M., où loge le camarade GRANDMOUGIN, les masses en lutte contre la hausse des loyers se révoltent et vont assiéger le commissariat pour libérer 3 jeunes kidnappés par la police : juste, cette action de masse aurait dû déboucher sur un mouvement de longue haleine. Truffé de provocateurs policiers (dont nous avons les identités) et de provocateurs des J « C » (que nous connaissons de longue date), laissé à l'abandon par la G.P., le mouvement s'effondre. Nos camarades actuellement en sont à sa reconstruction patiente (et évidemment difficile). Ce qu'il faut remarquer, c'est le comportement scandaleux de certains membres de la G.P. : ils répandent partout que notre camarade GRANDMOUGIN était présent... au côté des flics ! (alors qu'il était absent ce jour-là) et que le lendemain il s'est fait huer par des travailleurs (alors qu'il est inconnu dans le quartier où il ne milite pas !). Cela au moment où toute la réaction essaie de salir son nom, le calomnie par tous les moyens !

Ce qu'il faut voir c'est qu'ils agissent contre nous à des moments choisis, quant un de nos camarades se trouve en difficulté ! Bien entendu ils n'ont JAMAIS rien fait pour nous donner un coup de main, alors que nous nous sommes proposés plusieurs fois, que nous avons réagi quant ils avaient des ennuis avec les flics, alors que nous n'avons jamais fait la moindre critique publique contre eux, ni par écrit (sauf DEUX lignes pour le référendum !), ni par oral, ce qui est pourtant plus facile. Là aussi, les choses sont claires !

Il s'agit de FAITS irréfutables et prouvés.

Nos amis

Mais qui sont alors nos amis ?

Il s'agit des milliers et des milliers de travailleurs que touche notre propagande. Certains, de plus en plus nombreux, reconnaissent en nous leurs défenseurs, recherchent nos affiches et les lisent minutieusement, lisent nos journaux, protègent nos affiches et évitent qu'elles soient recouvertes et arrachées, envoient de l'argent à H.R.

En voici plusieurs exemples dans le Bâtiment :

— *élections présidentielles* : nous avons plusieurs témoignages directs d'ouvriers (certains membres du « C » F.) qui ont dit : « Moi je n'ai pas voté, les affiches du Bâtiment, elles sont justes ». Des travailleurs arabes : « vos affiches, elles sont DEMOCRATIQUES ». Les contremaîtres refusent d'obéir au patron et de les arracher en plein jour : « si les ouvriers nous voient ils vont nous casser la gueule ! ».

— *Juin 69* : les flics viennent arrêter Marcel GRANDMOUGIN sur son chantier : à cette vue, les ouvriers s'approchent, saisissent pelles et pioches... les flics se sauvent !

Une pétition appuyée par TOUS les ouvriers du chantiers proteste contre le licenciement. Sous nos affiches : Vive Mao, Vive la dictature du prolétariat ! inscrit à la craie un peu partout...

On le voit, ce soutien spontané contraste étrangement avec l'inaction ou la trahison de tous les petits-bourgeois...

2° LES ENSEIGNEMENTS POUR NOTRE LUTTE

Au sujet de la ligne : mettre la politique au poste de commandement, sans cesse, même dans les affiches de style économique, et rappeler toujours l'enseignement capital du Président Mao : Le Pouvoir est au bout du fusil ! qui ne peut être que juste s'il est accompagné des enseignements concernant la tactique et les problèmes d'organisation. (Comme nous l'avons fait).

« Acheminer les masses sur des questions révolutionnaires et veiller à leur répartition sur ce front ». Ce qui veut dire ne pas oublier le rôle dirigeant du prolétariat, et ne pas laisser la place à l'idéologie pacifiste, légaliste, suiviste...

Suivre la ligne du président Mao, veiller au subjectivisme, à l'esprit de routine.

Préparer dans notre travail politique actuel, les tâches qui demain (et peut

être bientôt !) se poseront à nous : « La tâche centrale et la forme suprême de la révolution, c'est la conquête du pouvoir par la lutte armée, c'est résoudre le problème par la guerre. « Si l'ennemi, demain, décide de résoudre le problème de cette manière, nous devons y être prêts pour y répondre du tac au tac, nous devons y avoir préparé les masses.

Se méfier du mécanisme : l'ennemi ne nous attaque pas exactement comme il a attaqué nos aînés, et il faut prendre garde à ses nouvelles méthodes pour y adapter les nôtres : « ... pour une telle époque, nous devons être prêts à livrer une bataille grandiose, dont les formes de lutte revêtiront de nombreuses caractéristiques différentes de celles que nous avons connues dans le passé ! L'importance des écrits militaires du président Mao : cela ne veut pas dire de placer le point de vue purement militaire en tête, mais que ces écrits sont indispensables pour notre stratégie et notre tactique : « la politique est une guerre sans effusion de sang et la guerre une politique avec effusion de sang. »

Au sujet des méthodes :

Alterner affiches politiques et économiques ; l'un ne va pas sans l'autre.

Attaquer principalement le capitalisme, ne pas éparpiller les attaques anti-réviso : les laisser se démasquer, puis frapper net et clair sur un point précis pour emporter la décision.

Au sujet du style :

Des textes courts, clairs, vivants, imagés et bien structurés, mais qui ne tombent pas dans l'injure gratuite, la grossièreté et la phrase pseudo-révolutionnaire.

1002 mots d'ordres centraux, stratégiques et d'autres plus proches, tactiques.

Enfin, un travail d'impression soigné, propre, des collages sans bavures... Cela aussi montre notre sérieux aux travailleurs !

Pour les procès : ne pas s'attarder à l'aspect juridique (bourgeois) mais passer à l'offensive politique.

Ne pas révéler à l'avance à l'ennemi le détail de notre tactique. Prévoir ses atouts : faux témoins, inculpés « bidons », diversions, etc...

Voilà les principales leçons d'une année de lutte, nous pensons qu'elles peuvent servir à nos camarades ! Nous continuons le combat !

Nous vaincrons !

Vive le communisme !

Vive la Pensée Mao Tsé-toung !

A bas les Grosjean du monde entier !

FÉDAYIN

n° 2

est paru !

PALESTINE : Les plans impérialistes déjoués.

Camarades, la revue « Fedayin » numéro 2 est déjà paru. A son sommaire, des informations sur la victoire palestinienne de Safi ; sur la bataille de l'île égyptienne de Chadwan ; un document inédit sur la torture en Israël ; une dénonciation du sionisme par un allemand de confession juive, anti-nazi connu.

Cette revue, par ses informations introuvables dans la presse bourgeoise dite « objective », par ses analyses, permet à tous les anti-impérialistes et amis du peuple palestinien de mieux connaître la lutte des peuples arabes.

Nous publierons, la semaine prochaine, l'éditorial du numéro 2 sur le *sommet arabe de Rabat*, dont l'analyse permet de mieux comprendre la situation actuelle.

INTERVIEW DU COLLECTIF AYANT RÉALISÉ LE FILM :

Le Peuple et ses fusils

(LA GUERRE POPULAIRE AU LAOS)

Nous avons déjà annoncé la sortie de « Le peuple et ses fusils, la guerre populaire au Laos », film anti-impérialiste d'une haute tenue politique montrant la lutte sous toutes ses formes que mène l'héroïque peuple du Laos contre les agresseurs américains. Ce film vient à son heure : pendant des années, la presse bourgeoise a tenu sous silence cette lutte héroïque. Aujourd'hui, le Laos est « à la une » : le peuple Lao, le Néo-Lao Haksat (son Front Uni) viennent de remporter une nouvelle grande victoire en occupant la plaine des jarres et son centre stratégique, Xien Khouang. Ainsi, les forces armées populaires s'assurent le contrôle d'une zone très importante.

La lutte du peuple Lao, telle que le film nous la montre, est aussi un exemple pour nous en France : comment se lier aux masses populaires, comment résoudre leurs problèmes les plus pressants, par exemple.

Nous avons interviewé le collectif de cinéastes qui a réalisé le film : laissons la parole à ces artistes au service du peuple. Voici la première partie de cette interview.

Une nouvelle décennie vient de s'ouvrir, la décennie des années 70. Au cours de la dernière décennie, les forces révolutionnaires sont de nouveau montées à l'assaut de l'impérialisme et du néo-colonialisme sous toutes ses formes dans le monde entier, et vous venez de produire un film intitulé « le peuple et ses fusils ». Nous voudrions vous demander quelle est la caractéristique fondamentale, l'aspect principal que vous avez voulu donner à ce film.

Collectif de Réalisation réponse :

Le titre du film « Le peuple et ses fusils, la guerre populaire au Laos » donne plusieurs significations au fait que nous avons fait un film au Laos.

Premièrement notre groupe, notre collectif a commencé avec le « 17^e parallèle » et d'autres films avant. Dans le Sud-Est Asiatique, cette confrontation de l'impérialisme américain avec les peuples en lutte pour leur liberté est la plus acharnée, et pour cette raison, nous avons voulu faire des films au Vietnam et un autre sur ce front, parce que c'est le même front anti-impérialiste.

Deuxièmement, nous avons voulu lutter contre ce mur du silence que fait la presse, bourgeoise en particulier, et toute la presse en générale sur ce deuxième Vietnam. Les crimes des américains sont les mêmes, leurs attaques sont les mêmes. Leur intérêt néo-colonialiste et stratégique d'attaque et d'encerclement de la Chine, c'est le même.

La troisième raison est d'être encore plus clair pour le public en Europe et dans les autres pays : montrer qu'est-ce que signifie « la guerre populaire », pourquoi une guerre populaire est inévitablement invincible et vaincra les plus forts pouvoirs militaires qui existent. Voir comment ça fonctionne, voir que les principes théoriques de la guerre populaire sont fondés sur le marxisme.

Nous avons voulu faire une chose exemplaire, de dire : voyez, au Laos, avec les méthodes de guerre populaire, avec l'authentique pensée marxiste-léniniste, on peut vaincre l'ennemi et lier cela avec la situation dans chaque pays (pas seulement en France, il s'agit d'un film international). Lier l'expérience et la pratique politique du spectateur directement avec cet exemple-là donne au film une forme très intéressante. Ceci est très nouveau dans le langage cinématographique, parce que non seulement c'est ici un des premiers films marxistes-léninistes, mais aussi parce que dans sa conception il va plus loin que informer ou seulement dire « c'est comme ça et comme ça ». Il montre vraiment comment fonctionnent, dans un pays comme le Laos, les relations entre les masses et les organisations du gouvernement et du front, comment on s'appuie sur les mas-

ses, comment, en s'appuyant sur les masses, l'initiative et les forces deviennent de plus en plus grandes, et cela jusqu'à la victoire finale.

On a aussi essayé de tenir compte de ce qui c'est passé en France en Mai 1968. Des camarades ont été profondément mêlés aux luttes de Mai, et à partir de là on a essayé de s'unifier, un certain nombre de membres du collectif venant du Laos, un certain nombre d'autres qui avaient vécu les événements de Mai 1968 en France. On a tenté d'analyser ce qui était important, sur quels points il était important d'insister pour les spectateurs. On ne sait pas encore si ce film atteindra les larges masses populaires, mais c'est notre souhait le plus profond, parce que dans notre objectif, les spectateurs, ce sont les larges masses populaires. On a donc insisté sur l'aspect de la lutte prolongée, c'est-à-dire tout le travail politique, tout le travail de mobilisation politique qui est nécessaire pour arriver, par exemple, à abattre des avions américains.

C'est une nouvelle étape dans la mesure où il y a un certain nombre de choses qui se sont passées dans la conscience des gens grâce à la lutte du peuple vietnamien, et à partir des luttes de Mai aussi, c'est-à-dire qu'il commence à être acquis l'importance de la voie de la lutte armée, le caractère héroïque des peuples qui luttent pour leur indépendance et leur libération. Ce qu'il fallait montrer aussi, c'est comment, concrètement, la guerre révolutionnaire trouve son appui dans les masses populaires. C'est ce qui est un des centres du film : montrer tout le travail de mobilisation des masses, d'éducation des masses, de servir le peuple qui est concrètement derrière une guerre populaire que l'on voit, et qui est de plus en plus connue comme victorieuse, ou en tout cas tenant en échec les agresseurs les plus puissants. Ça c'est le côté très précis du travail de mobilisation de masse qui a une portée au Laos, et aussi une portée dans notre pays après Mai.

Ce film n'est pas seulement notre film : un film vit, et c'est seulement un film s'il est en contact avec le public. Il y a plus qu'un dialogue avec le public. Comme le public, surtout en France, a été changé pendant que nous tournions le film, il était absolument nécessaire que nous ajoutions à notre collectif des camarades qui ont été militants pendant cette période de 1968.

Humanité Rouge :

Par conséquent, votre film est un film militant. C'est un film de combat. De ce point de vue, pouvez-vous nous indiquer si vous considérez que ce film a été réalisé en s'inspirant des enseignements de la pensée du président Mao-Tsé-Toung, que nous considérons à l'Humanité

Rouge comme le Lénine de notre époque ?

Collectif de réalisation :

Il a été nécessaire pour nous, dans notre enquête pour la préparation du film, d'étudier les écrits de Mao-Tsé-Toung et de Giap sur la guerre du peuple et au cours de notre enquête, on a pu vérifier que la lutte du peuple lao constitue une application vivante et concrète de ces principes. Ce n'est pas nous qui utilisons ces principes et qui les plaquons de façon abstraite, c'est le peuple lao, même s'il ne se réfère pas explicitement à ceux qui les ont systématisés de la façon la plus évidente. Il n'était pas possible d'être fidèle à la lutte du peuple lao sans utiliser les enseignements des principes de la guerre du peuple.

Humanité Rouge :

... Ainsi le dernier carton du film : « Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et leurs laquais ! Que les peuples n'écoulent que leur courage, qu'ils osent livrer combat, qu'ils bravent les difficultés, qu'ils avancent par vagues successives, et le monde entier leur appartiendra. Les monstres seront tous anéantis », qui est une déclaration de Mao-Tsé-Toung.

Il est donc clair qu'en réalisant votre film vous vous êtes inspirés très étroitement de la pensée-Mao-Tsé-Toung, en particulier sur le plan de la stratégie révolutionnaire qui nous paraît être une stratégie de portée universelle et historique. Mais nous voudrions vous demander maintenant comment, de quelle façon, vous avez appliqué la pensée-Mao-Tsé-Toung en ce qui concerne le travail créateur sur le plan artistique, c'est-à-dire les conseils, les remarques qui sont faites par Mao-Tsé-Toung dans ses « Causeries sur l'Art et la Littérature à Yénan » par exemple, comme dans un certain nombre d'autres de ses œuvres, de quelle façon, mais vivante, concrète, vous avez réalisé ce film en vous inspirant de ces enseignements. Comment, concrètement, vous avez fait de l'art révolutionnaire ?

Collectif de réalisation :

Il est d'abord difficile de déterminer si nous avons fait de l'art révolutionnaire. Et une partie de cette question a déjà eu sa réponse : les camarades qui ont été au Laos ont senti la nécessité de faire le film avec les camarades qui ont une pratique révolutionnaire, ici, en France.

Humanité Rouge :

C'est-à-dire que vous êtes partis de ce que vous avez vu comme lutte populaire, comme lutte des masses. Je crois d'ailleurs qu'il y a des choses dans le film qui de ce point de vue sont sans équivoque, par

exemple la séquence sur « le mouvement des quatre ensemble » : vivre ensemble, manger ensemble, travailler ensemble, apprendre ensemble », je présume que ce travail collectif des masses a pour objectif de mieux mener la guerre révolutionnaire.

Collectif de réalisation :

C'est là l'unité profonde entre le peuple et les cadres. C'est un mot d'ordre pour les cadres, c'est-à-dire que les cadres doivent vivre dans le peuple, avec le peuple, comme le peuple, c'est-à-dire qu'ils doivent être comme des poissons dans l'eau. Et comme cinéastes, nous avons vécu avec la population, avec les soldats, dans les mêmes conditions, avec les mêmes dangers. C'est là aussi déjà l'explication de ces enseignements, et notre méthode d'enquête s'en est d'autant mieux portée. Nous avons d'abord beaucoup parlé de politique avec les cadres, et au contact de la population ensuite, nous nous sommes trouvés plus forts pour faire un film militant.

Humanité Rouge :

Par conséquence, la source, l'origine première de votre travail, c'est la liaison avec les cadres et avec les masses ; à l'inverse de journalistes et de reporters bourgeois comme Lucien Bodard, par exemple, qui écrit sur la Chine sans y avoir plus jamais mis les pieds depuis 40 ans, vous au contraire, vous vous êtes baignés dans la guerre révolutionnaire du peuple au Laos.

Vous avez parlé tout à l'heure de l'intérêt stratégique de l'impérialisme et du néo-colonialisme dans l'encerclement de la Chine. Du point de vue de cette question de l'encerclement par l'impérialisme et les forces néo-colonialistes, de la République Populaire de Chine que nous considérons comme le bastion du socialisme dans le monde, pouvez-vous nous indiquer à votre point de vue quelle est la position du Laos et de la guerre révolutionnaire que mène son peuple ?

Collectif de réalisation :

La réponse est donnée par le film : il y a des encerclements militaires et, manifestement, cela est montré par les déclarations des dirigeants impérialistes américains. Et on ne peut que redire ce qu'il y a dans ce film : ou il s'agit du problème de la façon dont les laotiens envisagent les problèmes de politique internationale, et nous ne pouvons pas répondre à leur place. De toutes façons pour le problème de l'encerclement de la Chine, il n'y a qu'à voir une carte, voir où se situent les bases U.S. autour du Sud-Est Asiatique pour comprendre. C'est vraiment une réalité historique. On peut aussi regarder la carte du Nord de la Chine...



Les femmes participent à la lutte armée.